

A193

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Jeux olympiques, maquisards et nantis

●

Philippe BEAUFRET :

Sur la Chine de Mao

●

Jean-Yves COULON :

Les Pays européens et leurs étrangers

●

Arnaud JACOMET :

Un Fascisme à la française : les options de francisme

●

Revue d'histoire du fascisme

Numéro 2 : Octobre 1972

Directeur : François DUPRAT

Les visages inconnus du fascisme, l'histoire vraie des mouvements fascistes, le recrutement populaire ouvrier et populaire des mouvements fascistes dans le monde.

Des études objectives d'universitaires et de spécialistes sur les aspects volontairement méconnus du fascisme.

Au Sommaire du numéro 2 :

- Textes oubliés de Codréanu.
- **François DUPRAT** : Les Mouvements nationalistes roumains.
- **R. SOLLIERS** : Le Fascisme en Bulgarie.
- **F. CAZENAVE** : Le Fascisme en Hongrie.
- **René PELLEGRIN** : Etude sociologique sur les adhérents du P.P.F. de Jacques Doriot.

Un numéro de 128 pages in-8°, prix : 10,50 F

PARUTION TRIMESTRIELLE

Abonnement à 4 numéros annuels : 35 F

Etranger : 40 F

Abonnement couplé avec **Défense de l'Occident** :

Un an : 70 F

Etranger : 75 F

à adresser à **Défense de l'Occident**,

13, rue des Montibœufs, Paris (20^e) - C.C.P. Paris 65.35.65

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 20^e année

Août-Septembre 1972 — n° 106

S O M M A I R E

Maurice BARDECHE : <i>Jeux Olympiques, maquisards et nantis</i>	3
Philippe BEAUFRET : <i>Sur la Chine de Mao</i>	10
Jean-Yves COULON : <i>Les pays européens et leurs étrangers</i>	21
Arnaud JACOMET : <i>Un fascisme à la française : les options du francisme</i>	30
Pierre HOFSTETTER : <i>Qui bénéficie de l'attentat contre Wallace ?</i>	44
G. TRAVELLY : <i>Le problème du métissage</i>	53
Serge THOMAS : <i>Sur « Charlot »</i>	58
CHRONIQUE DES LIVRES :	
<i>Deux centenaires qui se portent bien : Maurras et Proust</i> , par Pierre MEULARD	63
LES LIVRES DU MOIS, par Jean-Paul ROUDEAU, Thierry BECKER, Hector SERVADAC	68
CHRONIQUE DU CINEMA : <i>Les Deux Romes</i> , par Serges THOMAS	74
DOCUMENTS : <i>L'Affaire Freda</i>	77

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Jeux Olympiques, Maquisards et nantis

La farce grotesque des Jeux Olympiques s'est donc montrée pour ce qu'elle est : une estrade brillamment éclairée sur laquelle le monde entier a les yeux fixés et dont les marchands d'idéologies et d'anoraks se servent pour leur parade publicitaire. On a laissé la politique s'installer sur ces tréteaux. Commencée par un chantage nègre auquel le Comité Olympique a cédé honteusement, la foire publicitaire s'est terminée par un chantage des troupes de choc palestiniennes qui a fait couler le sang. Tout le monde s'est beaucoup félicité du succès du chantage nègre et a poussé des cris d'horreur devant le chantage palestinien : c'est pourtant la même chose, ce sont deux actes de guerre, deux opérations politico-militaires qui se sont déroulées sur un théâtre brillamment éclairé. On a accepté que les Jeux Olympiques deviennent un champ de bataille : on a eu la bataille en effet.

Les Jeux Olympiques, tels qu'ils se déroulent dans leur travestissement démocratique, ont perdu toute signification. L'admiration des Grecs pour leurs athlètes n'avait pas pour objet le culte du muscle et l'ébahissement devant les performances. Les Jeux Olympiques de l'antiquité étaient un hommage aux qualités viriles, à la discipline que s'imposait l'athlète, au courage dont il

faisait preuve, à l'énergie qu'il déployait dans son effort. Mais la cité, alors, reposait sur ces qualités morales : elles étaient celles du guerrier, elles étaient celles de l'homme tel que le concevait l'antiquité. Alors, les Jeux Olympiques avaient un sens. Ils en avaient un encore dans l'Allemagne hitlérienne. Ce n'était pas pour applaudir de « gros bras » qu'on avait construit le stade de Nuremberg : mais pour saluer la force, la santé, la plénitude du « héros » que la nouvelle civilisation de l'énergie présentait comme son idéal humain.

Aujourd'hui les Jeux Olympiques ne sont plus rien d'autre que les jeux du cirque que les empereurs de Rome offraient à la plèbe. Ils s'adressent à la badauderie. Les champions qu'on admire sont une variété de la femme-canon. Ce sont des produits du **forcing** technique, comme les veaux engraisés aux hormones et les poulets qui ont une pilule dans le cou. L'hypocrisie de l'amateurisme ne trompe plus personne. Les niais applaudissent de faux étudiants, de faux marins, de faux paysans qui sont déguisés, travestis, comme les fausses écolières et les fausses petites bonnes ingénues qu'on rencontrait jadis au Chabanais. Et les marchands se sont installés dans le temple. L'admiration béate leur sert à vendre beaucoup de chaussures, de gilets de corps, de tee shirts, de survêtements, et aussi leur camelote idéologique, fraternité des peuples, antiracisme, unisson démocratique dont on a pu voir les résultats.

Il faut supprimer les **Jeux Olympiques**, non seulement parce qu'ils sont désormais pollués et empoisonnés par la politique, mais parce qu'ils sont déshonorés par l'usage que nous en avons fait. Ils ne sont plus qu'une parade de foire qui se joue avec accompagnement de clowns et de grosses caisses devant la baraque malhonnête de la démocratie libérale. Il est bien, il est juste, il est moral qu'ils se soient terminés dans le meurtre et dans le sang. Cette escroquerie commerciale ne méritait pas d'autre dénouement.

L'incident sanglant de Munich aura eu pourtant comme avantage de démasquer les sophismes et la brutalité des Israéliens. Et de mettre en lumière du même coup la niaiserie de l'opinion politique. Car enfin, les Palestiniens et les Israéliens sont en guerre. Cette guerre ne se déroule pas avec les moyens classiques et suivant les méthodes classiques, mais avec les moyens et les méthodes que les terroristes ont mis en œuvre entre 1942 et 1945 et qui ont été acceptés et exaltés par le monde entier. Le raid entrepris par un commando contre des athlètes buvant leur jus de fruit au village olympique est tout à fait analogue, comme acte de guerre, à l'assassinat des sous-officiers allemands qui dégustaient tranquillement leur faux pastis ou qui revenaient du cinéma par le métro. C'est-à-dire à des formes de la guerre que nous avons hautement approuvées et dont les auteurs ont donné leur nom glorieux à des stations de métro. Et la réplique israélienne a été du même type que les répliques allemandes. Ils ont rendu responsables les civils qui toléraient la présence des Fédayn dans leur village, ils ont répliqué comme les Allemands à Oradour. Et le nombre des victimes civiles, des femmes et des enfants, tués par les représailles israéliennes est pratiquement le même que celui des morts d'Oradour. Alors, pourquoi nous indignons-nous ? La guerre est la guerre. Quand on ne veut pas la faire, il faut accepter les conditions nécessaires de la paix. Et si on la refuse, si on refuse aux Palestiniens le « droit de vivre » sur la terre qu'ils ont toujours habitée, il faut accepter sans pleurnicher les pertes sanglantes qui accompagnent toute guerre et particulièrement toute guerre non conventionnelle, recourant aux méthodes que nous avons prônées.

Nous avons détruit les « lois de la guerre ». C'était une législation centenaire, à laquelle on faisait régulièrement un certain nombre d'accrocs. Mais enfin, ces « lois de la guerre » existaient, elles protégeaient, elles étaient l'héritage d'un temps où l'on avait le sens de la mesure et de la raison. Mais nous les avons détruites. Nous avons voulu vaincre « à n'importe quel prix ». Eh bien, nous

payons le prix maintenant. De quoi nous plaignons-nous ? Nous avons inventé la « guerre sauvage ». Eh bien, nous l'avons, regardons-la en face.

Il y aura d'autres Munich. Les Israéliens se sont engagés dans une guerre sans merci, aussi dans une guerre sans fin. Il n'était pas difficile d'en imaginer les conséquences. Nous les avons décrites il y a déjà cinq ans, en 1967, dans le numéro spécial que nous avons fait paraître sous le titre **L'Agression israélienne et ses conséquences**. Le meurtre, le chantage, le terrorisme seront les armes de cette guerre puisque nous l'avons voulu ainsi. Et ils seront aussi la réplique des assiégés. Les Israéliens n'ont pas caché qu'ils allaient mettre sur pied des commandos d'assassinat, lesquels répondront aux enlèvements par des enlèvements, aux chantages par des chantages, aux assassinats par d'autres assassinats ou par des accidents, des suicides mystérieux et des crises cardiaques imprévues.

Or, il n'est plus possible de revenir en arrière. Cela ne servirait à rien de dire que nous nous sommes trompés, d'abattre nos statues et de réclamer une guerre « propre ». Il y a désormais une routine du terrorisme. On se procure un trésor de guerre par un enlèvement contre rançon. On s'équipe, on frappe. On délivre les exécutants arrêtés par un chantage spectaculaire. Et on n'a plus qu'à recommencer. Il n'est pas difficile de prévoir que non seulement la « guerre sauvage » va continuer par d'autres Munich, mais qu'elle va s'amplifier et se diversifier. L'assassinat politique va devenir une habitude. Or, en effet, pourquoi s'en priverait-on puisque la peine de mort est supprimée ou tombée en désuétude et que les exécutants, condamnés à trente ans de prison, sont régulièrement récupérés quelques mois plus tard par un coup de main de leurs camarades ? Les fouilles aux aéroports sont à peu près aussi efficaces que les visites de passage en douane contre les transports de drogue. Tant que nos législations resteront ce qu'elles sont et surtout tant que notre état d'esprit restera ce qu'il est, le terrorisme et le chantage continueront et

derrière eux s'installera une anarchie invisible, inconstitutionnelle, mais très efficace.



Le culte du « maquisard », du « patriote », qui est finalement le culte du « terroriste » et de l' « action sauvage », ont tout perverti et pourri dans les pays occidentaux. Nous croyons marcher sur un terrain ferme, sur un tuf de règles constitutionnelles et d'habitudes politiques à peu près solides, en réalité nous avançons sur un terrain truffé de trous, rongé, miné, sur des décombres invisibles parce qu'ils sont ceux d'une armature morale, nous vivons sur un fumier dans lequel nous enfonçons à chaque pas. Mais cette pourriture est tellement habituelle, elle est si bien le terrain sur lequel est bâti notre cabane que nous ne la sentons plus, nous n'en avons plus conscience.

Les scandales que nous découvrons chaque jour avec stupeur ne sont que le résultat de la toute-puissance d'une clique qui s'est emparé en 1945 de tous les postes de commande et de tous les instruments d'information. C'est la première fois depuis qu'il existe une presse dite libre dans notre pays que des scandales connus de tous ont pu être tus, étouffés, souterrains pendant vingt ans. Pourquoi cet éclatement aujourd'hui ? Parce que le clou gaulliste auquel tout se rattachait a disparu. L'éclatement du gaullisme a divisé les parties prenantes. Les évincés dénoncent, mordent, et comme il leur reste des bribes de puissance, on entend du dehors les aboiements de la meute qui se déchire. La perspective d'un glissement vers le centre attise particulièrement les ambitions. Alors les langues se délient, mais elle ne se délient qu'en partie. Les scandales ne visent pour l'instant que la majorité en place et ils ne s'étendent pas au-delà des cinq dernières années. En réalité, pendant vingt ans, de multiples formes de concussion, de prébendes, de pillages, de prévarication ont existé, et les unes sont connues, tandis que d'autres sont à peine soupçonnés.

Pour les détecter, il faudrait un examen de toutes les fortunes sans cause dépassant un certain chiffre. Mais cette méthode est « révolutionnaire » et ne peut être employée que par un régime « révolutionnaire ». Le Front Populaire s'est bien gardé de mettre un tel examen à son programme. C'est qu'en réalité, cette enquête va loin. C'est toute notre vie professionnelle, administrative qui a été viciée par le privilège d'une secte et c'est toutes les « places » qu'il faudrait passer au crible. Ces promotions immérités font partie du compte de « profits et pertes » de l'histoire. Elles expliquent notre décomposition, mais on ne peut les rectifier.

Il y a encore bien d'autres maux graves et endémiques que nous a apportés le triomphe de l'idéologie et des hommes de 1945. Cet article serait sans fin s'il fallait en dresser la liste. M. Claude Jullien a intitulé un essai politique récent **Le Suicide des démocraties**. En réalité, c'est à leur naissance que les « démocraties patriotiques » de 1945 portaient toutes un principe de mort. Elles étaient mort-nées, condamnées à la décomposition et à l'anarchie, parce qu'elles étaient tout le contraire de la remise loyale du destin national entre les différentes catégories sociales qui constituent le peuple de chaque nation. Dès le début, on a triché en distinguant des « bons » citoyens auxquels on pouvait, auxquels on « devait » confier le pouvoir et des « mauvais » citoyens qui devaient en être exclus. On a imposé aux peuples de chaque nation des mandataires malhonnêtes, les uns désignés par une parodie du suffrage universel qui condamnait des groupes entiers de la population à ne jamais être représentés ni entendus, les autres désignés par les fonctionnaires des partis et des syndicats et d'autant plus puissants que leur pouvoir était en marge de la constitution et de la loi et par conséquent n'était pas limité par elles. Ainsi la « démocratie » instituée en 1945 était tout le contraire d'une « démocratie », puisque son fonctionnement consistait à dépouiller le peuple de chaque nation du pouvoir de choisir son propre destin. On n'a pas cessé de lui forcer la main, de lui imposer des décisions étrangères en lui faisant

croire qu'elles étaient ses décisions, de le mettre en présence du fait accompli. La complexité des problèmes techniques posés par le monde moderne a permis de renforcer cette substitution du pouvoir d'une caste à la volonté nationale. Les technocrates se sont faits les auxiliaires des imposteurs installés en place et ils sont entrés à leur tour parmi les bénéficiaires de cette confiscation du pouvoir. Ainsi s'est élevée une « caste » qui s'est instituée maîtresse des décisions, des prébendes, des affaires fructueuses : et sous cette caste de privilégiés une armée de « scribes » à qui l'on donne à sucer et savourer des os bien gras, bien moelleux, bien viandeux, en échange de leurs loyaux services lesquels consistent principalement en larges coups de fouet sur nos épaules.

Il ne semble pas que cela doive finir par des chants et des apothéoses. Mais cela durera plus longtemps qu'on ne croit. Car le Front Populaire qu'on nous mijote s'est pas moins attaché que le régime actuel à la technique de la confiscation du pouvoir. On changera simplement les ducs. Et encore, ce n'est pas sûr. Les vrais maîtres commanderont aussi bien avec les nouveaux palatins. Il n'y a donc rien à attendre d'un changement dû à la malhonnêteté profonde du système électoral actuel. Au contraire, la peur d'une anarchie encore plus grande combinée avec une contrainte encore plus insolente arrange très heureusement les affaires des convives assis actuellement autour de la table du festin.

Nous ne devons donc compter que sur nous-mêmes, ce qui est peu. Mais aussi sur les craquements qu'on entend de tous côtés dans le temple sur bien des points de l'horizon : ce qui est mieux.

Maurice BARDECHE

Philippe BEAUFRET

Impressions sur la Chine de Mao

L'un des événements les plus marquants de l'année 1971-1972 aura été le retour en force de la Chine populaire sur la scène internationale. Contrainte de 1949 à 1960 de jouer, au moins en apparence, les « brillants seconds » de l'Union Soviétique, puis totalement isolée durant la Révolution culturelle du fait de l'intransigeance de ses positions, elle n'avait guère pu remplir le rôle auquel son poids démographique pouvait la conduire. Entrée à l'Organisation des Nations unies, ayant reçu la visite du Président Nixon, ayant montré lors de la guerre indo-pakistanaise qu'elle savait avoir une politique d'Etat, elle a désormais, grâce à la politique réaliste de Chou en laï, retrouvé sa place parmi les grands.

Plus conciliante, la Chine est également plus ouverte. Depuis la fin de la grande Révolution Culturelle Prolétarienne les visiteurs sont reçus en plus grand nombre, les informations sont diffusées de façon plus large, l'observateur peut mieux comprendre l'organisation du régime, en mesurer avec plus de certitudes les succès et les échecs.

Pour le visiteur, l'impression — car nous nous efforçons ici de montrer les impressions que peut ressentir l'étranger en Chine plutôt que de faire des analyses que chacun a pu faire d'ici — est double. Après vingt-trois ans de pouvoir, le régime maoïste semble avoir, en dépit des erreurs fantastiques du Grand Bond en Avant et des

reculs de la production entraînés par la Révolution Culturelle, réussit à mettre sur pied les bases d'un réel développement. Mais, et c'est là l'envers du décor, ce relatif succès économique s'est fait au prix d'une dictature qui semble n'avoir jamais connu d'égale dans l'Histoire. Et c'est donc aujourd'hui intéressant de faire le bilan.

*
**

Pour qui connaît les pays dits « en voie de développement », la Chine ne cesse de surprendre. Dans les rues, dans les magasins, dans les immeubles mêmes l'abondance des biens nécessaires — et en corollaire la rareté du superflu — contraste terriblement avec les situations que l'on peut observer dans des pays ayant un niveau de développement similaire et notamment avec le second géant démographique, l'Inde de Madame Gandhi. On réalise alors à quel point deux types d'organisations sociales différents peuvent engendrer des croissances aussi divergentes.

Le nécessaire abonde en Chine. Les Chinois ne meurent pas de faim et ils en sont grandement reconnaissants au régime. Les enfants, les adultes n'ont pas ce corps décharné que l'on retrouve dans tant de pays du Tiers-Monde. Nulle part, du moins dans les villes que l'agence du tourisme chinois laisse visiter aux étrangers, il ne semble y avoir un problème de la faim. Les magasins d'alimentation sont partout bien approvisionnés et nulle part on n'y voit de longues files d'attente que l'on peut encore observer dans d'autres pays communistes. Dans les usines, dans les communes populaires et de façon générale dans toutes les unités de production il existe des restaurants d'entreprises où les travailleurs peuvent se nourrir pour des sommes très basses puisque la nourriture (matin et soir) pour un mois y coûte environ 15 yuans, c'est-à-dire environ 36 de nos francs. Les Chinois y ont d'ailleurs presque toujours recours car l'équipement des logements en matière de cuisines est dans l'ensemble peu satisfaisant.

Les Chinois sont cependant, et cela constitue également

pour l'écrasante majorité d'entre eux une nouveauté, logés. Certes il subsiste encore des quartiers qui seraient en d'autres lieux qualifiés de « bidonvilles », mais ils sont partout en voie de rénovation. Dans les villes comme dans les campagnes — du moins encore une fois là où les visiteurs sont amenés — les Chinois semblent vivre dans des logements décents. Tous les Chinois. En effet le prix des loyers est également très bas. Un 3 pièces de 28 m² coûte exactement 10 yuans par mois — soit 28 F — (charges comprises) dans la cité ouvrière de Shanghai. Il n'y a pas d'autre part l'équivalent de nos quartiers résidentiels. Une grande attention est portée par les autorités à partout mélanger cadres, ouvriers et techniciens pour éviter toute ségrégation sociale en matière d'urbanisme. S'il existe en général deux catégories de logement — les différences portant surtout sur la taille des appartements, elles sont toujours regroupées dans les mêmes quartiers pour éviter de la part des cadres tout esprit de caste.

En matière de santé, le succès est également incontestable : on ne voit pas dans les villes chinoises ces cohortes d'infirmes qui infestent tous les pays du Tiers-Monde. En apparence, pas de ces lépreux, aveugles, mutilés ou paralytiques si nombreux dans les cités d'Afrique ou des Indes. Pour 2 yuans par an (4,80 F), dont l'un est payé par lui et l'autre par l'entreprise qui l'emploie, le Chinois est soigné et même s'il le faut hospitalisé (dans ce cas les frais de nourriture étant mis à la charge du malade). Durant les 6 premiers mois de la maladie on continue d'ailleurs à percevoir un salaire. Certes, les médecins ne sont pas toujours très compétents. Leurs études très brèves — 3 ans pour les médecins ordinaires, 1 an et demi pour les médecins de campagne, la nécessité idéologique de remettre en valeur l'acuponcture — qui semble avoir une efficacité limitée — sont autant d'éléments qui permettent de mettre en doute cette compétence. Mais, et c'est au fond ce qui est le plus important pour un pays comme celui-là, l'ensemble de la population est efficacement soigné en ce qui concerne à la fois les maladies courantes et les grands fléaux. Des scènes de rues per-

mettent de se rendre compte que l'hygiène a fait de grands progrès ; que l'on prenne l'exemple des gens malades qui portent une gaze sur la bouche et le nez pour ne pas propager leurs microbes ou celui des gens que l'on voit se brosser les dents et faire leur toilette dans la rue devant leur maison, les Chinois semblent avoir adopté la prévention sanitaire. Enfin, dernier élément de ce minimum que le régime semble avoir assuré à tous, le Chinois est habillé, correctement et proprement habillé. Si l'uniformisation est quasiment absolue, tout le monde peut — pour un total d'une quinzaine de yuans (soit 36 F) — se payer une veste (qui sera toujours une « veste-mao » et qui sera toujours verte, grise ou bleue), une casquette, un pantalon et... des chaussures. Ces prix très bas permettent à la foule de présenter un aspect très différent des foules des autres pays asiatiques.

Nourriture, logement, santé, habillement, la quasi totalité des biens et services indispensables sont donc assurés par le régime, du moins à une exception près qui est celle du transport. Certes le transport est très bon marché : il en coûte environ 2 « mao » (5 centimes environ) par jour pour être conduit à son lieu de travail et en revenir. Certes le régime est fier de ces réalisations en matière de transport, qu'il s'agisse du grand pont sur le Yang-Sté à Nankin ou du métro de la ville de Pékin. Mais le problème est fort loin d'être résolu. Les autobus qui assurent le transport dans les grandes villes sont littéralement pris d'assaut — et les bagarres sont fréquentes pour s'y disputer les places — par les travailleurs. Le matin des files d'attente de cent mètres et plus ne sont pas rares devant les points d'arrêts les plus importants.

Si le nécessaire est assuré à tous, il n'en est pas de même de ce qui est jugé superflu par les autorités. Il commence d'ailleurs très tôt, le superflu ; une bicyclette coûte entre 300 et 400 F, ce qui représente une somme considérable pour un travailleur chinois. Un appareil photo ordinaire, le modèle courant étant un modèle de type « Rolex », coûte plus de 500 F. Une montre coûte

la somme invraisemblable de 180 F pour le modèle le plus ordinaire. Mais ce qui est très intéressant pour l'observateur, c'est qu'il existe dans ce pays où l'on prétend que la hiérarchie sociale est à ce point écrasée, des gens qui puissent se payer des objets de ce prix, et même plus : on peut voir chez les tailleurs des costumes à 400 F, c'est-à-dire l'équivalent de 5 mois de salaire du travailleur chinois moyen, le prix de certains appareils photos dépasse 3.000 F et un pâtissier de Shanghai vend des petits puddings à l'anglaise qui coûtent 2,40 F pièce, soit environ le salaire de 4 heures de travail d'un ouvrier... Le superflu qui est hors de prix, rien n'est fait pour en faciliter l'acquisition : le crédit est des plus limités, il n'existe pas à la consommation et les logements doivent être payés à l'avance (du moins dans les campagnes, car dans les villes ils sont quasiment tous loués). N'ayant ainsi que la possibilité d'acheter des produits indispensables, le Chinois peut alors, en dépit de son faible salaire, déposer le reste dans les caisses d'épargne populaire où il lui sera servi un intérêt d'environ 4 % par an... Le sentiment de disposer de toutes les choses nécessaires est fort important aujourd'hui en Chine, car il permet de comprendre la gratitude que la grande majorité des Chinois éprouve envers le régime. La référence à la situation d'avant 49 est toujours sur toutes les bouches : on rappelle sans cesse à l'étranger que régnait la faim, les grandes maladies, que les paysans pauvres étaient exploités par les usuriers et les propriétaires fonciers. Et il faut bien reconnaître que les efforts du Kuo Min Tang — qui furent nuls quoi qu'en disent les Chinois aujourd'hui — n'avaient cependant pas commencé à porter leurs fruits.

*
**

Ce succès relatif mais réel sur le plan économique est peut-être simplement le fait d'un pays qui disposait de ressources importantes en hommes et en matières premières et qui a normalement progressé depuis 23 ans. Mais, en fait, il serait partial de contester la participation

importante du régime à ce développement qui est due surtout aux options économiques et sociales. A cet égard la comparaison avec l'Inde, qui en était au même point en 49 et où la misère règne encore, est fort édifiante. Cette organisation est tout à fait spécifique, que ce soit au niveau général ou au niveau de l'entreprise.

Sur le plan général, une « directive du Président Mao » domine toute l'économie chinoise. Il s'agit de compter sur ses propres forces. L'unité de base de l'agriculture, la commune populaire, doit compter sur ses propres forces en produisant elle-même ses principaux produits de consommation courante (textiles, articles ménagers...) dans de petits ateliers ruraux. Les centres industriels doivent compter sur leurs propres forces en possédant des terres où sont produits les principaux aliments nécessaires à la cantine de l'usine. Les régions doivent compter sur leurs propres forces en se rapprochant le plus possible de l'autarcie et surtout en demandant le moins possible à l'Etat. Enfin, et les Chinois sont très fiers de cette réalisation, le Sud peut compter sur ses propres forces en produisant son charbon, le Nord en produisant les céréales qui lui avaient toujours manqué. A tous les niveaux le principe est roi. Son application, notamment dans les petites unités de production, aboutit à une généralisation du « bricolage » qui permet au moins à court terme d'accroître la production sans avoir de sommes à demander à l'Etat. Car l'Etat a besoin, pour ses investissements, de dégager des sommes énormes qu'il consacre principalement à l'industrie nucléaire du Sin Kiang, aux grands centres métallurgiques de la Mandchourie, de Sian et de Wou Han, aux grands centres d'industries légères de Tien Tsin ou de Changhaï. Ces unités de production sont organisées de façon fort différentes du reste de l'économie. Elles dépendent directement du Ministère de la planification de Pékin. Leurs objectifs de production sont fixés par le plan. Elles disposent de moyens plus importants sur le plan financier. Les pouvoirs des Comités Révolutionnaires, désignés par l'ensemble des travailleurs et ordinairement chargés de la « gestion du personnel », et ceux des Comités du Par-

ti, qui sont partout les véritables dirigeants des unités de production, sont ici coiffés par le Ministère de tutelle.

Cette organisation économique spécifique se retrouve également au niveau de la hiérarchie. Le système hiérarchique chinois, notamment en ce qui concerne les salaires, est tout à fait original. L'échelle des salaires va de 30 yuans (72 F environ) à plus de 300. Mais elle ne correspond pas à la hiérarchie : un ouvrier qualifié peut fréquemment gagner plus de 100 yuans alors qu'un cadre moyen ne dépassera guère 70 yuans pendant les cinq premières années de sa carrière. En ce qui concerne les salaires les critères de fixation sont d'ailleurs les suivants, d'après le Président du Comité Révolutionnaire de l'Université de Wou Han : « En premier lieu le comportement idéologique et politique, en second lieu la qualification et l'ancienneté ». Cette hiérarchie, tout est d'ailleurs fait pour en faire quelque chose de purement technique afin d'éviter le développement d'un esprit de caste chez les cadres : pour cela ils doivent travailler deux jours par semaine comme ouvriers dans leur propre atelier.

D'autre part tout est fait pour « collectiviser » le travail des individus. Tout projet, toute idée doit être discutée par l'ensemble des membres de l'atelier avant d'être adopté. Que ce soit pour le dessin d'une soierie ou pour une machine à vérifier les boulons, l'accord de tous, du plus qualifié au plus modeste, est nécessaire.

Cette organisation économique est donc fort originale et n'a guère d'équivalent dans le monde. Il faut certes noter que ces différents composants sont dosés fort différemment selon les secteurs et que les discussions n'ont guère de place dans les centres atomiques ou l'industrie aéronautique, mais le système a néanmoins permis un développement assez spectaculaire, la production de biens et semis indispensables en quantité suffisante, la mise sur pied des bases d'un développement rapide.

Mais si ce succès frappe sans aucun doute l'observateur, son corollaire est tout aussi éclatant pour qui a la chance de visiter la Chine. C'est le totalitarisme, au sens le plus vrai et le plus complet du terme, du maoïsme. Omniprésence de la propagande, dictature du parti, étouffement des individus, telles paraissent être en effet les trois impressions que l'on ressent très vite en traversant le pays.

La plus prenante pour un occidental, c'est la toute présence de la propagande. Dans la rue, dans les trains, dans les écoles, des haut-parleurs diffusent en permanence des chants révolutionnaires. Dans les bibliothèques, dans les librairies, les seuls livres que l'on trouve en abondance sont, outre bien sûr les ouvrages scientifiques et techniques, les classiques du marxisme-léninisme : de façon générale toute la culture sert à la glorification du régime. L'opéra traditionnel a été supprimé et remplacé par l'opéra révolutionnaire dont les quelques titres (*La fille aux cheveux blancs*, *Le Détachement féminin rouge*, *Le Fanal rouge...*) sont aujourd'hui toute la culture musicale des Chinois. Le cinéma retrace les grandes épopées de l'armée rouge ou illustre les grandes réalisations du régime (*Le Pont de Nankin*). La littérature n'existe plus : excepté les livres du Président Mao, les œuvres du Président de l'Assemblée Nationale Kuo No Jo et de Lou Shing, les seuls textes publiés sont les œuvres des « ouvriers écrivains » qui sont chargés de décrire les exploits des travailleurs modèles de leurs entreprises. Les titres de leurs ouvrages sont souvent éloquents. Un exemple : « *Echange des expériences acquises dans l'étude des œuvres du Président Mao* », par Lou Jai Lou, ouvrier écrivain de l'usine mécanique de Changhaï... Au total la subordination de l'art atteint donc en Chine un niveau qui n'a jamais été atteint ailleurs : il n'est pas jusqu'aux numéros des acrobates, aux dessins des soieries de Sen Tchou, qui ne glorifient le Grand Timonier, le marxisme-léninisme ou le Parti Communiste. Au niveau de l'enseignement l'emprise est également totale. Culte du maoïsme et mystique de la production sont inculqués aux élèves dès la maternelle où l'on apprend sous le nom

de cours de pensée Mao Tsé-toung des préceptes moraux élémentaires qui ressemblent fort aux cours de morale que l'on enseignait autrefois aux écoliers français et que la gauche a obtenu de faire supprimer. A l'école primaire l'endoctrinement continue : sur les 5 cours dispensés (politique, culture, chinois, calcul et physique), 2 au moins (politique et culture) sont des cours de propagande pure. Autre caractère original de l'école chinoise, c'est la grande place donnée aux travaux manuels qui occupent 2 semaines chaque trimestre de l'année. Les caractéristiques de l'école secondaire sont à peu près les mêmes. Pour l'université la sélection est beaucoup plus rigoureuse : à la fin du secondaire les élèves sont envoyés pour un ou deux ans à l'usine ou dans une commune populaire. Et c'est au bout de cette période que leurs « camarades » et leurs supérieurs décident alors, en fonction des critères politiques autant que des compétences, s'il convient de les envoyer à l'Université. Là ils auront pendant 3 ans un enseignement où, quelle que soit la discipline choisie, les cours de « pensée Mao Tsé-toung » tiendront une place considérable.

La seconde impression qui frappe le visiteur, c'est la toute puissance de l'Etat, l'omniprésence des militaires et le pouvoir du Parti. Dans les rues, dans les usines, dans les communes populaires, dans les universités, dans le corps professoral, on peut voir des soldats, sans armes, qui participent à temps complet, aux grandes activités nationales. Ils sont là pour assurer une parfaite union entre l'armée et le peuple, pour que les soldats soient comme le poisson dans l'eau auprès des travailleurs. En outre, ils sont souvent chargés de faire comprendre la pensée du Président Mao. Ce sont eux qui sont entrés, armés seulement de leur prestige et de leur petit livre rouge, dans les usines, les hôpitaux, les communes populaires, pour mettre fin aux sanglantes batailles que se livraient les différentes factions maoïstes et dont les Chinois eux-mêmes reconnaissent qu'elles ont fait des centaines de milliers de morts. Ce sont aussi eux, avec les gardes rouges et les « rebelles révolutionnaires », qui ont contribué à reconstruire le parti qui avait été complète-

ment disloqué pendant la révolution culturelle et remplacé partout par des Comités Révolutionnaires. Mais le Parti a repris son rôle. Il a repris son rôle à la tête de l'Etat (l'Assemblée nationale ne s'est pas réunie depuis 1965 ; l'Etat n'a pas, depuis l'éviction de Liou Shaou Shi de Président de la République mais seulement un intérimaire). Il a surtout repris son rôle au niveau local où partout les nouveaux arrivés du parti ont coiffé les Comités Révolutionnaires qui n'ont plus désormais que des pouvoirs tout à fait nominaux.

La dernière de ces impressions « négatives » sur la Chine de Mao, c'est au niveau du Chinois lui-même qu'elle est donnée au visiteur. Certes, il est sincèrement reconnaissant au régime pour les considérables avantages matériels qui lui ont été fournis depuis 1969, certes il est reconnaissant au régime d'avoir placé la Chine au niveau des grandes puissances internationales. Mais il donne dans tout ce qu'il dit, dans tout ce qu'il fait une impression de mécanisme, ses paroles semblent toujours être une simple répétition d'un article du *Quotidien du peuple* ou d'une phrase du Président Mao. Il semble de façon générale incapable d'exprimer la moindre position individuelle sur un problème quelconque, fût-ce d'ailleurs sur un problème présenté en termes d'analyse marxiste-léniniste. Le régime semble avoir tué l'individu. Il faut monter très haut dans la hiérarchie pour obtenir des analyses ou des confidences intéressantes. Il faut au moins être un ministre ou professeur d'Université pour oser déclarer « Oui, la guérilla continue au Tibet », « Oui, le problème de Formose ne sera résolu que si l'on tient compte du problème du régime du Kuo Min Tang », ou encore « Le problème de la culture n'a pas été résolu de façon tout à fait satisfaisante en Chine Populaire ». Mais les confidences ne vont jamais très loin et elles sont éventuellement désavouées peu après si l'on se rend compte que l'on s'est un peu trop éloigné de ce qui est la doctrine officielle.

Cette aliénation absolue de l'individu — au point que le terme d'individualiste est devenu un grave reproche —, c'est finalement la plus pénible des impressions que l'on

peut retenir de Chine. Conditionné par la propagande, intoxiqué à l'école et à l'université, sans cesse surveillé par tous ceux qui vivent de la ligne officielle, le Chinois a de plus en plus tendance à perdre toute personnalité.



Ces critiques sont je crois, au total, plus graves encore que toutes les louanges que l'on peut faire au régime. Si elles suffissent largement à faire condamner le maoïsme, il ne faut cependant pas être aveugle et mal juger les choses : nous devons prendre conscience des grands succès du régime en matière économique, de sa victoire contre la faim, la maladie, la misère et l'analphabétisme : nous devons prendre conscience du fait que 95 % des Chinois sont sans aucun doute profondément attachés au régime de Mao Tsé-toung ; nous devons aussi prendre conscience du fait que nous avons parfois trop tendance à juger de l'Asie avec nos yeux d'occidentaux imbus de culture gréco-latine. Mais cela n'empêche pas l'observateur de retirer une impression défavorable, à moins de faire une magnifique déclaration à la « Peyrefitte » « Je serais maoïste... en Chine ». Non, en dépit des succès du régime, en dépit du soutien populaire dont il dispose, on ne peut revenir de Chine avec une telle impression sans se mentir à soi-même. Le sentiment d'oppression de l'individu, sa dépersonnalisation qui veut devenir absolue, la sensation d'étouffement dont on est victime sont trop fort pour ne pas contre-balancer ces impressions favorables.

« La Chine est un géant endormi, le jour où elle se réveillera elle fera trembler le monde » a dit Napoléon. La façon qu'elle a choisie pour se réveiller nous fait trembler deux fois.

Philippe BEAUFRET.

Les pays européens et leurs étrangers

« L'immigration, parfois massive, dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale de travailleurs en provenance des régions les plus défavorisées du continent ou des jeunes Etats africains est-elle en train de faire naître parmi les populations locales des sentiments de xénophobie ? » s'interroge l'éditorialiste du « *Monde* » du 17 août 1972. Poser la question, c'est trouver la réponse. Nul n'ignore en effet que la Suisse et le Royaume-Uni connaissent des tensions inter-communautaires depuis de nombreuses années. Le second risque de les voir s'accroître si M. Heath décide d'ouvrir ses frontières aux 80.000 Asiatiques de nationalité britannique, expulsés d'Ouganda. Ces heurts s'expliquent. La Suisse compte en effet 16 % d'étrangers. Or, les sociologues estiment à 12 % le seuil de tolérance qu'il ne faut pas dépasser si l'on veut éviter toute friction. Ce qui se passe au Royaume-Uni est plus difficilement imaginable puisque la population étrangère ne représente que 3 % de la population totale. C'est oublier que ces 3 % sont composés presque exclusivement de Noirs (alors que la Suisse compte surtout des Italiens), population moins assimilable que celle originaire d'Europe. On n'y peut rien, c'est ainsi.

Jusqu'à présent petit pays tranquille, la Hollande vient de faire son entrée dans l'actualité pour les mêmes raisons que les deux Etats précédents : bagarres (dont une

mortelle) entre Hollandais et Turcs d'une part, Hollandais et Italiens de l'autre, encore qu'au sujet de cette dernière il s'agisse plus d'une rixe provoquée par des voyous transalpins que d'une bataille à caractère ethnique. Certes, le feu couvait depuis longtemps, mais jamais l'incendie n'avait atteint de telles proportions.

Sans être méchant prophète, gageons que ce phénomène gagnera prochainement l'Allemagne fédérale et la France, encore que notre exécutif ait pris les devants en réduisant pendant deux ans les entrées sur le territoire national.

La tension qui existe ainsi dans de nombreux Etats européens est un phénomène nouveau, lié, à mon avis, à la décolonisation. Pourquoi ? Du temps où l'Europe était en Afrique ou en Asie, elle procurait sur place du travail aux indigènes. Une fois l'Europe partie ou chassée de ces terres, une fois les cadres et les capitaux rapatriés dans les différentes métropoles, ces pays se sont retrouvés généralement démunis et en pleine pagaïe, le tout doublé d'une renaissance des luttes tribales. Une aide importante a certes remplacé le départ des Européens, mais elle n'a fait que boucher quelques trous. En conséquence, ces populations, affamées et sans espoir de s'en sortir, sont venues chercher du travail dans l'ancienne métropole. Fait qui arrangea bien sûr les industriels du vieux continent, avides d'une main-d'œuvre à bon marché et pas trop exigeante sur les conditions de travail. Evidemment, ces migrations entraînent de très fâcheuses conséquences là où elles se fixent. (Ceux qui habitent dans des zones à fort peuplement étranger connaissent la question.) Mais ce ne sont là que des conséquences. Notre exécutif voudrait que la jeunesse s'oriente davantage vers les métiers manuels afin, entre autres choses, d'y remplacer les étrangers. C'est une excellente idée. Regrettons seulement qu'elle ne vienne que maintenant.

Le Royaume-Uni et la Suisse limitent l'immigration depuis quelque temps déjà. C'est une demi-mesure qui a pour effet de stabiliser le nombre de leurs étrangers respectifs. Demi-mesure qui ne satisfera évidemment ni les

partisans d'une diminution importante de ce nombre, ni les industriels qui souhaiteraient une main-d'œuvre étrangère encore plus importante pour les raisons que l'on sait.

Mais alors faut-il se résoudre à l'argumentation de nos économistes, et revenir au système des frontières ouvertes ? « *Le Monde* » du 17 août 1972 nous dit que « pour les industries occidentales, la présence d'une population étrangère importante ne constitue plus un phénomène provisoire, mais un facteur indispensable de la croissance ». C'est faux, car la croissance est liée à une modernisation toujours plus poussée, et demande en conséquence des gens toujours davantage qualifiés pour l'utiliser au mieux. Or, la population étrangère est sans qualification dans une proportion de 80 %. Il serait plus juste de dire que les immigrés sont utilisés pour des travaux ne demandant aucune spécialisation. Que l'on ne nous parle donc pas de cette population comme « facteur indispensable de la croissance » ! Mais ce n'est pas tout. Se moderniser coûte cher. Quels sont les buts d'un patron ? Avoir le maximum de bénéfiques, donc le minimum de frais, d'où l'emploi d'une population laborieuse nombreuse (pour remplacer la machine) et moins coûteuse (que l'achat, l'entretien et le service de cette même machine). Voilà pourquoi les industriels britanniques et suisses, qui ont un grand besoin de travailleurs étrangers, combattent avec la dernière vigueur leur gouvernement respectif.

Nous venons donc de voir que l'immigration, nécessité liée à la croissance industrielle, était un argument un peu trop absolu. Comme ce motif est celui que nous servent les gouvernements occidentaux pour maintenir dans leur pays respectif de nombreux étrangers, mais que ce point de vue n'est pas absolument justifié, il faudrait donc adopter des mesures plus radicales envers le principe de l'immigration, quitte à faire hurler les orateurs des nombreux congrès mondialistes et antioccidentaux, et leurs soutiens de l'industrie lourde. Le climat social (terme employé dans son sens le plus large) qui existe en Europe occidentale doit cesser d'être terni par des ten-

sions raciales ou ethniques qui, au lieu de rapprocher les hommes, les éloignent un peu plus chaque jour les uns des autres. Il faut stopper définitivement l'immigration et renvoyer dans leur foyer tous ces millions de déracinés venus dans les pays industrialisés d'Europe. Chacun chez soi, et peut-être alors les incompatibilités liées à la mentalité et au tempérament des communautés qui se heurtent aujourd'hui feront-elles place à davantage d'estime réciproque. Car croit-on que les étrangers qui viennent chez nous sont heureux, eux qui exécutent les tâches les plus rudes, vivent parqués dans des bidonvilles quand ils n'encombrent pas nos hôpitaux pour cause de tuberculose ! On parle beaucoup d'antiracisme en Occident. Des lois ont même été créées pour combattre le racisme, hélas aussi vieux que le monde. Si j'étais juge, je commencerais donc par traîner devant mon tribunal tous ceux qui se livrent à cette nouvelle traite des esclaves que l'on appâte à l'aide de miroirs mensongers, de contrats mirobolents, de promesses de vie facile, ou que l'on échange contre quelques kilos d'uranium, quelques barils de pétrole, que sais-je encore ? Et, une fois n'étant pas coutume, je suis d'accord avec cette phrase de l'éditorialiste du « *Monde* » du 17 août 1972 (et dont j'analysai antérieurement un passage) : « les pays occidentaux voulaient une main-d'œuvre humaine, ils découvrent des êtres humains ». Qu'il me soit permis de préciser en effet que l'homme ne vit pas seulement de pain et de jeux, mais qu'il a aussi besoin de la chaleur humaine que seul son terroir d'origine peut lui procurer. A qui fera-t-on croire que la grisaille et la monotonie de nos cités européennes, déjà dures elles-mêmes pour un citadin du cru, forment un cadre de vie acceptable pour des gens déjà déracinés et rejetés par les autochtones ? Messieurs les mondialistes et les industriels concernés, à vous la parole. A moins que votre silence n'ait d'égal qu'un « racisme » inconscient ou un « antiracisme » hypocrite.

L'immigration est une question qui préoccupait fort peu les Français jusqu'à ces derniers temps. Le pouvoir, quant à lui, n'y voyait que des bienfaits. Son objectif n'était-il pas de faire marcher à plein régime l'économie française grâce à l'apport complémentaire d'une main-d'œuvre étrangère ? Seulement, la récente aggravation du chômage a obligé notre exécutif à se pencher un peu plus sur la question de l'emploi, et par conséquent sur le rôle de cette main-d'œuvre étrangère qui lui tient si à cœur pour des raisons tant économiques que diplomatiques.

Déjà, des accords bi-latéraux en la matière avaient été conclus entre la France et des Etats africains et européens. Leur but : réglementer, quantitativement surtout, l'entrée des nationaux de ces pays en France. L'augmentation du chômage chez nous a contraint le gouvernement à envisager un nouveau tour de vis tendant à freiner cette immigration folle. De ce fait, la progression du nombre des étrangers établis chez nous devrait se ralentir cette année et peut-être même, si la situation de l'emploi l'exige, l'année prochaine. Ces mesures sont un moindre mal. Néanmoins, elles sont insuffisantes.

Le nombre des étrangers en France est aujourd'hui très important : 3,4 M. Autrement dit, pour une population de 51,5 M d'habitants, notre pays compte 6,6 % de non-Français. Ce taux est un des plus élevés en Europe.

L'avantage immédiat et matériel de l'immigration est d'ordre économique. Le gouvernement le dit et il a raison. Il faut en effet savoir que d'une manière générale, la France possède 2 M de travailleurs étrangers, soit 10 % des effectifs totaux en la matière. Si les secteurs primaires et surtout tertiaire emploient peu d'étrangers, il en va tout autrement du secondaire qui compte, d'après le Ministère du travail, 20 % d'ouvriers étrangers. Et encore s'agit-il là d'une moyenne. Le bâtiment, par exemple, en emploie 25 %, les chantiers de travaux publics : 50 %, et la branche automobile : 75 % !

Mais cet apport de l'étranger dans l'économie française ne présente pas que des avantages. Le mauvais

côté, ou plus exactement les mauvais côtés existent et tiennent au fait que cet apport humain est trop important. La vie quotidienne nous apprend en effet qu'à partir du moment où les étrangers représentent un certain taux de la population locale, des risques de troubles graves inter-communautaires existent. De plus, ce pourcentage est fonction de l'origine ethnique ou raciale des étrangers. Plus ces derniers s'éloignent de la mentalité et du tempérament des Français, plus le taux du « seuil de tolérance » est faible. Ainsi, alors que les étrangers originaires d'Europe ne susciteront pas de troubles tant que leur nombre ne dépassera pas 12 % de la population locale, ce taux descendra au-dessous de 10 %, voire même 8 %, s'il s'agit d'Africains. Cette proportion a été atteinte en de nombreux endroits, ce qui a pour conséquence d'entraîner des incidents inter-communautaires. Ces derniers étaient prévisibles. Néanmoins rien ne fut tenté pour en éliminer les causes. Au contraire, l'immigration se poursuit toujours, même si le rythme en est plus lent. Dans certaines villes de la banlieue parisienne, par exemple, le quart de la population est étranger. Inutile de préciser que dans ces localités, la tension est très vive.

Les immigrés se fixent, d'une façon très générale, dans les zones où l'activité économique est importante. (La Corse, qui compte 20 % d'étrangers, est une exception). Voilà pourquoi les départements des Alpes-Maritimes, du Rhône, de la Moselle renferment 11 % d'étrangers, et que les huit qui composent la « circonscription d'action régionale » de la région parisienne en possèdent 10 %. Nous pourrions continuer l'énumération des lieux concernés par ce phénomène encore longtemps. Ces quelques chiffres sont néanmoins significatifs d'une situation qui pourrait rapidement devenir explosive si aucune mesure d'ordre quantitatif n'est prise très prochainement.

Ajoutons à cela que le nombre trop important d'étrangers résidant en France entraîne d'autres conséquences fâcheuses, matérielles celles-là. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces dernières. Notons quand même que les immigrés occupent 740.000 places dans les écoles, collè-

ges, lycées et universités ! Même phénomène en ce qui concerne les logements, les hôpitaux et l'emploi. En effet, si l'on en croit les propos d'un cadre administratif de la Régie Renault, propos rapportés par « *Valeurs actuelles* » du 20 mars 1972, d'« importants contingents de main-d'œuvres étrangère ont été imposés à Renault, depuis cinq ou six ans, en vertu d'accord passés avec des Etats du Maghreb, de l'Afrique noire ou du Sud de l'Europe ». Ce qui se passe dans cette société existe dans d'autres entreprises nationalisées.

Alors qu'autrefois les étrangers étaient surtout d'origine européenne, la situation tend actuellement à se modifier. Au recensement de 1968, par exemple, sur les 2,6 M d'immigrés, notre pays en comptait 1,9 M d'origine européenne, soit 74 % du total. Au 31 décembre 1971, la France, qui comptait 3,3 M d'immigrés, possédait peut-être davantage d'Européens (2,2 M), mais ceux-ci ne représentaient plus que 69 % du total immigrant. Par contre, les Africains qui n'étaient que 0,6 M au recensement de 1968, étaient plus d'un million trois ans plus tard, c'est-à-dire qu'ils représentaient 31 % de l'immigration totale (contre 25 % en 1968). Cette évolution s'explique surtout par le développement économique des Etats européens, et la régression des pays africains qui reçoivent pourtant une aide considérable de l'Occident. Si nous entrons dans le détail, nous nous apercevons en effet que presque toutes les communautés étrangères d'origine européenne résidant en France se sont numériquement stabilisées (seule celle du Portugal fait exception puisque son importance a doublé en trois ans), alors que celles qui sont originaires d'Afrique ont progressé à grands pas. Depuis le recensement de 1968, le nombre des Mauritaniens, par exemple, a quintuplé, celui des Maliens et des Sénégalais a triplé, celui des Marocains a doublé, celui des Algériens et des Tunisiens s'est accru de 50 %. Cela est considérable, et si cette progression se poursuit aussi rapidement encore quelques années, les lendemains qui s'annoncent ne chanteront pas pour tout le monde ! Pour éviter ces futurs maux, une réaction rapide s'impose : il faut stopper l'immigration et ne pas

renouveler l'autorisation de séjour des étrangers (exception étant faite bien sûr pour les réfugiés politiques).

L'attitude que les Français doivent avoir vis-à-vis de l'immigration est d'ordre politique. Il ne s'agit ni de tomber dans un sentimentalisme xénophile, ni de se livrer à des actes de violence lâches et stupides vis-à-vis des étrangers (Il faut en effet se dire que ces derniers sont chez nous parce que les autorités les ont soit fait venir, soit acceptés). Cela dit, deux attitudes sont possibles face à ce problème. Ou nous acceptons, pour une raison ou une autre, la politique qui est actuellement menée par le pouvoir (mais alors nous en acceptons toutes les conséquences, les bonnes comme les mauvaises), ou nous nous rallions à la solution précédemment énoncée : arrêt de l'immigration et retour progressif des étrangers dans leur pays respectif. Le bon sens commande de se rallier à cette dernière proposition, car la France ne doit pas continuer à être ce fourre-tout qu'elle est devenue. Il ne faut pas que sous prétexte de gros sous et de bonne entente à tout prix avec les Etats européens, et africains surtout, notre pays poursuive la politique d'accueil qu'il a fait sienne depuis de nombreuses années, et qui consiste à autoriser l'immigration de n'importe qui pour faire n'importe quoi.

Il faut donc que notre exécutif change de politique en la matière. Du reste, à en croire certaines déclarations officielles, ce dernier souhaiterait s'orienter dans une nouvelle direction, plus saine et plus logique. Il aurait en effet comme objectif de remplacer la main-d'œuvre étrangère par des nationaux. Pour cela, il voudrait rendre plus attrayants certains labours, tant sur le plan technique que sur celui des salaires. Seulement, les solutions pressent. Ces projets ne pourront pas avoir les conséquences espérées avant de nombreuses années, et encore en admettant qu'ils soient véritablement appliqués !

Cela dit, et au cas où il serait impossible de se passer complètement de la main-d'œuvre, certaines mesures devraient obligatoirement être prises. Elles s'orienteraient dans trois directions. La première serait d'ordre quantitatif, tant au niveau national que municipal, et aurait

pour objet d'interdire le dépassement d'un certain « seuil de tolérance ». La seconde consisterait à fixer un quota dont le but serait de donner la préférence à un Européen plutôt qu'à un Africain (Le gouvernement a fait dernièrement un premier pas dans ce sens en autorisant pour 1972 l'immigration de 40.000 Portugais en France, et en limitant à 25.000 le nombre des Algériens).

Cela aurait pour conséquence d'éviter une immigration inassimilable. La troisième mesure concernerait l'immigrant lui-même qui se verrait obligé de fournir, avant de pénétrer sur le territoire national, un contrat de travail préalablement établi, un certificat médical très détaillé, et un casier judiciaire vierge. Tout cela est réalisable et répond au bon sens. Il faut donc militer pour qu'il en soit ainsi. Il ne faut plus voir chez nous ces millions de déracinés victimes d'une politique capitaliste et démagogique, qui les rend insupportables (et pour cause !) aux Français vivant à leur contact (1). Aux nationalistes d'agir en conséquence. Il y va de l'intérêt des Français, de la paix civile et, ne les oublions pas, des étrangers eux-mêmes.

Jean-Yves COULON.

(1) Une enquête menée par la section de psycho-sociologie de l'Institut national d'études démographiques, et effectuée en décembre 1970 et janvier 1971, révèle que 52 % des personnes interrogées estiment l'effectif des étrangers en France « trop ou beaucoup trop élevé ». (« *Population et Sociétés* », janvier 1972).

Un Fascisme à la française : Les options du Francisme

Le Francisme s'est voulu un fascisme à la française. Nous allons tenter de déterminer dans quelle mesure il a réussi à concilier le fascisme — doctrine d'importation — et les traditions historiques du nationalisme autoritaire français.

Nous commencerons par ce qui apparaît comme étant le plus fondamental dans le Francisme, sa « philosophie » et sa « mystique ». Pour leur étude, comme dans les autres chapitres, nous nous sommes délibérément placés dans l'optique franciste afin de mieux éclairer une mentalité.

*
**

Il n'est pas déplacé de parler de philosophie franciste car c'est à un jeune agrégé de philosophie, Paul Guiraud que le mouvement doit l'essentiel de ses conceptions générales. Paul Guiraud est l'un des rares « intellectuels » et le théoricien de ce parti activiste. Pourtant il ne s'y sent aucunement étranger. Son tempérament, son âge aussi, le portent vers l'engagement total, vers les certitudes arrêtées. Agrégé de philosophie et de mathématiques, c'est un esprit de premier ordre. C'est sous sa plume que les lecteurs du *Franciste* pourront lire dès l'été de 1935 les premiers articles de fond sur la philo-

sophie de l'Etat franciste à propos de laquelle ni Marcel Bucard ni ses premiers compagnons n'avaient sans doute d'idée précise lorsqu'ils fondèrent leur mouvement.

La philosophie de l'Etat franciste est assez simple parce qu'elle est, comme dans toute fascisme, profondément liée à la mystique de la nation et à la mystique du chef. Ces sources ne peuvent être clairement définies mais il nous semble que Paul Guiraud et quelques autres ont su faire une lecture sélective des ouvrages de Valois : *Le Fascisme*, et de Gustave Hervé : *La République autoritaire*, en y ajoutant l'idée assez neuve à l'époque, de totalitarisme, développée outre Rhin. Les idées que nous allons passer en revue reposent le plus souvent sur un spiritualisme affectif et requièrent une foi. Elles s'expriment dans des termes proches de ceux que l'on trouve dans la traduction de l'ouvrage de Mussolini : *Le Fascisme, doctrine et institutions* — Ainsi peut-on lire sous la plume de Bucard : (1).

« Notre philosophie s'oppose sur l'essentiel à celle de nos aînés. Nos pères ont voulu la liberté, nous réclamons l'ordre (...) Ils ont prêché la fraternité, nous demandons la discipline des sentiments. Ils ont professé l'égalité, nous affirmons la hiérarchie des valeurs (...) Pour nous l'individu n'existe qu'en fonction de sa famille et de sa terre natale ».

Dans la suite de cet éditorial Bucard rend hommage à Mussolini qui a « su composer (...) l'âme commune aux hommes de la guerre ». C'est cette nostalgie de la fraternité des tranchées qui explique les accents douloureux par lesquels Bucard fustige les oppositions mesquines entre français. Au feu il y avait les unités et leurs chefs ; les responsabilités étaient bien établies, les conditions de vie identiques. Chacun donnait le meilleur de soi-même. C'est cet ordre que veut ressusciter le Francisme : il faut rassembler les Français derrière un chef pour que le pays retrouve sa grandeur et reprenne sa marche en avant. Contre l'individualisme égoïste et bourgeois, contre le scepticisme, le principe du chef dresse une mystique du service : « Nous avons conçu la grandeur qu'il y avait à servir, nous nous sommes imprégnés

de l'esprit d'équipe, de la notion de groupe (...) Nous formons une armée disciplinée et hiérarchisée à la tête de laquelle marche un homme, synthèse de nos aspirations (...) Au coude à coude, au cœur à cœur comme dit Marcel Bucard, nous marchons dans la ligne tracée par le chef (...) » (2). Le principe du chef a pour corollaire inévitable le principe de responsabilité qui est posé comme devant être la loi morale suprême de l'état franciste. La responsabilité de chacun sera engagée devant le peuple. Le peuple est la totalité qui magnifie l'individu, par laquelle il se survit à lui-même. L'homme aspire « à s'intégrer en un être impérissable, en une longue lignée d'hommes de même sang et de même âme, afin que, son corps mort, son œuvre continue à vivre éternellement en eux... » (3). Cette conception globale entraîne une volonté de faire régner la justice sociale. Sans quoi la Nation unitaire ne serait qu'une caricature, la propriété de quelques privilégiés comme dans le système capitaliste. Nous étudierons ultérieurement les conceptions économiques et sociales du Francisme mais il faut dès maintenant comprendre qu'elles découlent de cette affirmation de Paul Guiraud : « Une patrie qui n'est plus le lieu d'une idée nationale se désagrège » (4).



L'aboutissement de ces principes devait logiquement être le totalitarisme. Le totalitarisme franciste fut clairement défini par Guiraud dans un long article consacré à « l'Etat Totalitaire » (5) : « Incarnation de tout le peuple, du peuple en totalité ». L'état totalitaire est présenté par Guiraud comme le seul état vraiment démocratique bien que le concept soit essentiellement fasciste. Cette affirmation surprenante en tête de l'article, sans doute destinée à éveiller la curiosité du lecteur, appelle une remarque : le francisme mouvement populaire, ne niait pas la démocratie mais seulement ses trompeuses incarnations : le libéralisme et le parlementarisme. « Au point de vue spirituel, écrit Guiraud, l'état totalitaire est l'état qui (...) admet qu'il existe dans une

nation une croyance commune, une volonté commune, une pensée et une sensibilité communes (...). L'état totalitaire est la négation de l'état libéral et il se pose comme l'affirmation de l'état réel avant une intellectualité et une doctrine propres : celle du peuple qu'il représente politiquement et contre lequel il ne peut admettre que l'on se dresse. Quiconque s'oppose à l'état totalitaire s'oppose au peuple et (...) mérite les plus exemplaires punitions. Quiconque touche à l'état, touche au peuple (...). L'état totalitaire (...) c'est l'autodéfense du peuple ». Pareille théorie, fondamentalement antiindividualiste, aurait entraîné en pratique la disparition et la mise hors la loi de toute opposition organisée, l'intégration de tous les citoyens dans les organisations politiques et économiques de l'état nouveau, la fin des libertés individuelles. Autre conséquence, tout aussi inéluctable, le racisme — autodéfense ethnique du peuple ! — qui apparaîtra dans le corps doctrinal du francisme quelques mois plus tard. Cet article de Paul Guiraud marque une radicalisation de la doctrine franciste. Le totalitarisme exige pour être efficace une révolution morale de la communauté nationale. Cette révolution ne peut être que l'œuvre de chacun. Nicomet écrivait dans une envolée lyrique très caractéristique du mysticisme franciste (6) : « Tu as compris, mon mari, l'esprit révolutionnaire (...) Tu sais vivre dangereusement, tu sais croire, tu sais souffrir, tu sais vouloir. Le moment est venu pour toi de connaître la volonté révolutionnaire (...) : ce que nous voulons, c'est illuminer la France de spiritualisme (...) lui redonner l'amour des valeurs et le culte du beau (...) reforgé son âme (...) ». Peu importent les moyens ; ce qu'il faut c'est vivre, construire non pas discuter : « Comme Péguy abandonnons la politique pour vivre notre mystique et tous, amis ou ennemis, en elle nous coïnciderons ». Mysticisme, totalitarisme, révolution des âmes. Ce vocabulaire fondamental n'est pas simplement une logomachie coupée des réalités de la France des années 30. Il est la traduction franciste du sentiment de crise qui règne alors dans tous les milieux intellectuels. Dans la plupart des mouvements et

partis neufs, on admet que le régime est moribond, qu'il faudra tout rebâtir. Cependant on se déchire sur les modalités pratiques ; les propositions de réforme des institutions sont innombrables. Pour les francistes tout cela est, somme toute, dérisoire. Ce qui importe pour un Bucard, pour un Guiraud pour un Nicomet c'est que l'âme française est atteinte. Ils ont le sentiment charnel de notre décadence et veulent abolir toutes les divisions. « Ni à gauche, ni à droite, en avant ! » En avant, vers le Francisme bien sûr, mais surtout en avant vers une renaissance morale qui devra précéder la renaissance charnelle d'une France saignée à mort dans un combat douteux puisque la victoire a été gâchée. Cette conscience aiguë de la crise française distingue le Francisme des ligues fascisantes en ce qu'elle ne le conduit pas au « putschisme » ni à l'union avec les forces conservatrices par réaction de crainte devant la montée du Front Populaire mais à une religion de la Patrie. Le totalitarisme est-il d'ailleurs autre chose qu'une religion de l'Etat-nation ?



Il y a chez les chefs du francisme un sentiment religieux si évident qu'il nous a amené à nous demander si le Francisme n'était pas un fascisme catholique et même chrétien. En effet Bucard, dans plusieurs éditoriaux, fait en quelque sorte des sermons sur le salut des âmes, la corruption capitaliste, le blasphème marxiste, le pharisaïsme bourgeois... Sous le titre « Le Christianisme a-t-il fait faillite ? » il écrit (7) :

« La religion c'est en quelque sorte la plus belle richesse du peuple ». Or tout a été fait pour l'en dépouiller. Le marxisme n'a pu s'installer profondément que dans le vide laissé par le démontèlement de la foi et du dogme chrétiens. Pour combattre le marxisme il faut réimplanter le christianisme : « Ce qui a fait faillite, ce n'est pas la religion du Christ qui demeure la réalité motrice de notre civilisation : ce sont ceux qui l'ont défigurée, travestie, trahie, exploitée pour leurs commo-

dités de personnes ou de classes (...) ce sont ceux qui sont plus préoccupés de la multiplication de leurs dividendes que du salut des âmes ; (...) qui au lieu d'utiliser les bénitiers comme détergents nécessaires ont agité les goupillons comme des matraques sur le dos des travailleurs dont le Christ a prêché l'éminente dignité (...) ». Les faux chrétiens capitalistes et libéraux, l'Eglise du XIX^e siècle mandataire de la bourgeoisie et des châteaux sont durement incriminés par Bucard qui conclut : « Le communisme représente le germe de la décadence des sociétés bourgeoises improprement appelées chrétiennes. Il est le châtiment des temps modernes qui ont (...) banni Dieu du cœur de l'homme — Pour vaincre le communisme (...) que les chrétiens commencent par appliquer leur religion en restituant le Christ au peuple ». Le 23 mai 1937, un autre éditorial de Bucard développait les mêmes thèmes. Pourtant ces prêches n'impliquèrent jamais que les francistes dussent être catholiques. Il ne fut pratiqué dans les rangs du parti aucun prosélytisme religieux mais dans le programme de presque tous les congrès d'avant-guerre fut prévue une messe où Bucard se rendait en grande pompe avec la plupart de ses compagnons. Il est indubitable que la Foi d'un Bucard et d'un Guiraud en imposèrent aux militants et augmentèrent la confiance qu'ils plaçaient en leurs chefs. Sur le plan de la doctrine politique, le totalitarisme franciste ne se reconnaissait pas de pouvoir sur les consciences individuelles, laissées aux Eglises. Paul Guiraud souhaitait un concordat sur le modèle des accords du Latran (8). Par principe l'Eglise ne pouvait s'opposer, dans l'esprit de Bucard et Guiraud, à un état totalitaire dont les bases morales étaient si proches de son enseignement.

Par sa philosophie, son esprit totalitaire, son mysticisme chrétien le Francisme se rattachait pour l'essentiel à Rome, au fascisme latin dont Bucard avait idéalisé les traits : « Le fascisme devient le point de départ d'une Rome renouvelée, dégagée de tous les égarements, accrue d'une vie sociale ardente où le sang vivant l'emporte sur l'or et l'esprit sur la bête » (9). Refranciser la

France impliquait le rattachement spirituel à la civilisation romaine. L'imagination, l'affectivité, le verbalisme sont ici rois.

*
**

« Le Franciste » s'est d'emblée placé sous le patronage des « Grands Ancêtres » en rendant compte de l'activité des chemises bleues sous le titre « La 2^e révolution en marche ».

1934 : une seconde révolution s'impose en effet : la liberté a été trahie ; l'égalité n'est qu'une plaisanterie dans la société capitaliste et serait une farce sinistre sous un régime bolcheviste ; quant à la fraternité, le climat est à la guerre civile ; les divisions n'ont jamais été aussi profondes. Bref, son régime en faillite, saccagée par le libéralisme, l'individualisme bourgeois, l'injustice capitaliste, la France est à l'encan et en péril de mort bolcheviste par surcroît. Ainsi s'expriment les Francistes.

Que proposent-ils pour redresser le pays ? Pas un programme à usens traditionnel du terme mais des principes d'action, un cadre de réforme suffisamment précis pour être défini mais assez vague pour accueillir des solutions adaptées à l'évolution de la situation. Il faut avant tout mettre à bas le régime à l'agonie. Cela explique le caractère négatif des premiers textes doctrinaux du francisme. Très sommaire avant-guerre — elle est tout entière contenue dans trois petites brochures auxquelles il faut ajouter les articles de fond du Franciste — la doctrine franciste sera sans cesse précisée et développée. Aussi avons-nous dû pour les nécessités de l'exposé qui suit recourir aux brochures, plus étoffées, publiées entre 1940 et 1943 (10). Nous allons tenter d'analyser aussi clairement que possible malgré les imprécisions et parfois mêmes les contradictions les propositions du Francisme pour la réforme institutionnelle et économique de la France.

*
**

Nous l'avons vu le Francisme prône la révolution des âmes. Mais il n'y a pas que l'âme française qui soit malade, le corps même de la nation est proche de la décrépitude. La population, vieillie, n'augmente pas et commencera même à régresser aux alentours de 1935. Une réaction radicale pour modifier les conditions de vie et, à long terme, les mentalités françaises s'impose. Sur ce point, Bucard a fait sienne la constatation réaliste de Gustave Hervé : notre pays devient une nation de deuxième ordre. Épuisé par les sacrifices consentis de 1914 à 1918 qui sans l'aide de vingt nations, ne nous auraient pas permis de résister, il lui faut un régime de salut public pour (11) : « restaurer toutes les disciplines nécessaires et surtout (...) prendre toutes les mesures de salut public qui arrêteront notre terrifiante dépopulation (...) il n'y a plus qu'un régime quasi dictatorial comme le fut le régime bonapartiste ou comme l'est le régime fasciste (...) et encore, à condition d'éviter les aventures extérieures, qui puisse retenir la France sur la pente de l'abîme ». Les propositions politiques du Francisme, variations sur le thème de la république autoritaire, sont directement issues des conceptions hervéistes.

Le Francisme refuse le système parlementaire qualifié de « nocif » ; récuse les politiciens professionnels, caste qui divise les Français, attise les haines entre les peuples « pour des fins alimentaires ». Ils ont fait faillite, ils ont rompu le contrat moral qui les liait au peuple : « Partout on constate avec douleur l'abaissement de la moralité publique, la haine de l'intelligence et de la pensée (...) Il y a partout carence de l'autorité, je m'en fichisme, gabegie, gaspillage » (12). En effet depuis 1931 la situation française était préoccupante. La France est touchée par la grande crise. L'opinion et le gouvernement refusaient pourtant d'en convenir et d'admettre avec Paul Reynaud que derrière le marasme de la Bourse il y avait une « immense crise économique » (13). On s'obstine à prendre des mesures opportunistes sans grande cohérence. La dégradation des finances publiques, les difficultés agricoles, la baisse de la production indus-

trielle et la multiplication des chômeurs donnèrent naissance à une inquiétude, voire une colère générales. Mécontentement des masses, peur des classes moyennes, sous emploi de la jeunesse intellectuelle constituaient un terrain privilégié pour l'éclosion d'un mouvement puissant. Cependant l'analyse faite par Bucard était trop pessimiste — En avait-il conscience ? Sacrifiait-il aux nécessités de la propagande ? Quoiqu'il en soit la réforme de l'Etat prônée par des parlementaires — dont le plus représentatif est alors André Tardieu — soutenue par le mouvement protestataire des ligues furent l'exacte traduction du mécontentement ; ils en donnèrent la vraie mesure. Dans ce contexte, la volonté d'imposer la « Révolution fasciste » ne pouvait que choquer ou faire sourire. Pour les besoins de son travail de préparation et de révision des lois, la chambre disposerait de commissions corporatives interrégionales. En cas de désaccord entre l'exécutif et la chambre des corporations, le Conseil d'Etat serait appelé à trancher.

De Conseil d'état, composé pour moitié de magistrats spécialisés et de **personnalités corporatives** désignées par un Conseil national économique (au sujet duquel on trouvera des précisions dans l'exposé du système corporatif) serait chargé de l'établissement du budget, de l'enregistrement des lois, de la révision des amendements proposés par la Chambre des corporations et de la ratification des traités — En bref : un conseil technique faisant office de chambre d'enregistrement soumise au Chef de l'Etat — L'analogie avec les institutions prévues par la constitution de l'Empire autoritaire est assez claire ici encore.

*
**

La politique économique et sociale des gouvernements de la III^e République fait l'objet d'une critique tout aussi acerbe où l'inquiétude économique et l'orgueil national blessé s'expriment (14) : « L'étranger nous prend en pitié (...) La vie chère et le chômage sont organisés et entretenus, le travail et la production frappés dans

leur efforts jusqu'à l'anéantissement (...) la fortune publique est mise au pillage, la fraternité sociale détruite, la famille désagrégée.

Trois thèmes dominant ici : crainte du chômage et de la misère, nécessité d'une réorganisation globale de l'économie, urgence d'un raffermissement social. La conviction que l'étranger nous donne des modèles véritablement modernes et salvateurs puisque le processus de désagrégation y est enrayé conduisit le francisme à adopter le corporatisme. Le francisme ne se distingue pas en cela de la plupart des mouvements fascistes européens. Toutefois il faut souligner un souci constant d'approfondir la doctrine corporatiste et d'en tenter, partout où cela est possible, même sur une petite échelle, l'application. La place tenue dans le journal par la page « Le Front du Travail » en témoigne tout autant que son contenu.

Bucard et ses conseillers économiques, Gustave Wibault puis Godefroy Dupont, insistèrent toujours sur la différence qui existait entre leur corporatisme fasciste et le corporatisme réactionnaire des traditionalistes d'ailleurs voué à l'échec parce qu'il se bornait à « prendre une partie de l'édifice moderne qu'est l'Etat corporatif fasciste (15). « Le corporatisme était dans l'optique fasciste l'instrument économique de la toute puissance étatique : il exigeait la disparition préalable du système des partis (16) : « Corporatisme signifie révolution des producteurs, organisation vivante et féconde du travail au service de la Nation et de l'Etat, changement totalitaire de l'ordre social, nouvelle économie nationale conditionnée par la nouvelle constitution politique ».

Les francistes suivirent de très près l'expérience italienne et nous avons pu constater que leur doctrine économique s'est précisée au fur et à mesure de la mise en place des institutions corporatives par Mussolini et Bottai précisément pour lutter contre la crise.

Les principes fondamentaux adoptés par les francistes furent les suivants :

— *Intervention de l'Etat dans l'organisation écono-*

mique. L'organisation de la vie économique de la nation ne doit pas être séparée de son organisation politique. Gustave Wibault, dans son rapport au premier Congrès du Francisme, repoussant l'étatisme oppressif comme le libéralisme anarchique, expliquait (17) : « Sans vouloir tout diriger, ce qui provoquerait (...) la prolifération de ces administrations bureaucratiques à l'esprit routinier, l'état doit tout contrôler ».

— *Limitation de l'initiative individuelle* — Refus de l'asservissement marxiste et de « l'optimisme béat libéral » (18) : « Notre doctrine économique ne respecte l'initiative individuelle que dans la mesure où celle-ci respecte l'intérêt général ».

— *Contrôle de l'activité du Chef d'entreprise* (19). Ce contrôle respecte l'autorité du Chef d'entreprise car son autorité est la condition même de sa responsabilité. Cette responsabilité a une sanction : la déchéance du Chef d'entreprise ». Cette idée simple et claire en apparence — les difficultés d'application sont passées sous silence — n'attira pas vers le francisme la sympathie et la générosité de beaucoup d'industriels.

— *Maintien de la propriété privée qui cesse, en application du principe de responsabilité, d'être inviolable et sacrée* (20) : « Le droit de propriété est une des libertés nécessaires au développement de la personnalité de l'individu ainsi que de la famille (...) Mais la propriété est une fonction sociale qui comporte des droits et des devoirs ». Le devoir social étant bien entendu de la faire fructifier conformément à l'intérêt général. S'il est méconnu, « il y a lieu de recourir à l'expropriation pour cause d'utilité générale ».

— *Coopération entre le capital et le travail* qui traitent l'égal à égal pour l'établissement de conventions collectives de travail pour l'ensemble d'une profession. On est ici singulièrement proche de préoccupations actuelles : participation, contrats de progrès... Cette idée, comme celles fixant les caractéristiques des conventions collectives est directement tirée de la *Carta del Lavoro* du 21 avril 1927 comme en témoignent les longs extraits

publiés à la suite du rapport Wibault dans la brochure qui lui fut consacrée.

— *Organisation syndicale de la Nation*. Les syndicats dotés de la personnalité juridique, deviendraient les interlocuteurs des détenteurs du capital pour toutes décisions intéressant la production. Evoquant l'hypothèse de conflits entre syndicats, Paul Guiraud précise (21) que l'arbitrage sera exercé par l'état qui, « ni capitaliste, ni prolétarien (...) jugera d'un œil égal les syndicats, quels que soient les producteurs qu'ils représentent ».

— *Exaltation de la valeur morale et personnelle du travail* qui, quel qu'il soit, doit donner au travailleur des moyens d'existence honorables. Le salaire reçoit d'ailleurs une définition nationaliste (22) : « Le salaire est la part de richesse revenant périodiquement à chaque travailleur français en échange de sa participation à la vie du pays. C'est l'usufruit de sa part légitime de France ».

Après les principes, voyons l'organisation corporative même. Godefroy Dupont en définit clairement les bases (23).

— *L'entreprise*, cellule de production classée selon sa nature (agricole, industrielle ou commerciale). Elle s'insère dans une « famille corporative » selon l'objet du travail qui y est effectué et le nombre des catégories professionnelles qu'elle a en commun avec des entreprises semblables.

— *La corporation*, constituée de syndicats corporatifs et « organisme de coordination des divers éléments (...) participant à l'activité d'une branche déterminée de l'Economie nationale » son rôle est de régler les rapports entre ces éléments et de répartir la richesse issue de leur collaboration. Les syndicats corporatifs sont « des organisations officielles, obligatoires pour tous : employeurs et salariés ». Le cadre territorial de la corporation est la région dont les limites sont à peu près celles des anciennes provinces — La direction des corporations est assumée par des conseils élus sous le contrôle de représentants de l'état dépendant du commissariat général

de la corporation — Les fonctionnaires nécessaires pour les tâches de gestion sont nommés par le ministre des corporations. A l'échelon régional est prévu un conseil intercorporatif pour harmoniser les efforts de chaque corporation.

A côté de la chambre nationale des corporations est prévu un conseil national économique. Il n'a pas de pouvoir politique mais doit élaborer le programme de production — c'est-à-dire un plan de développement — et déterminer le salaire type. Il se subdivise en trois chambres : chambre de l'agriculture, de l'industrie, du commerce qui groupent les délégués des syndicats de salariés et des producteurs. Chacune est présidée par le sous-secrétaire d'Etat correspondant. Le Conseil est présidé par le ministre de l'économie nationale.

A la lecture de cet exposé synthétique du corporatisme franciste, apparaissent des concepts somme toute peu originaux même pour l'époque, qui sont dans la lignée des théories économiques antimarxistes négatrices de la lutte des classes et visant à édifier une économie nationale intégrée sous le signe de la concertation plutôt que du libéralisme source d'injustices. Mais peu, trop peu, de ces idées furent appliquées en France avant l'expérience de Vichy qui sera elle-même corrigée et dépassée dans une optique socialiste à la libération.

Quant à la « révolution sociale », les francistes voulaient, comme en Allemagne ou en Italie, promouvoir un ensemble de mesures favorisant la natalité, protégeant la jeunesse et la famille des facteurs de corruption que nous avons passés en revue en étudiant les thèmes de propagande du mouvement. Ils reçurent partiellement satisfaction sous Vichy.

Arnaud JACOMET

(1) Marcel Bucard, *Le Franciste*, n° 3, février 1934.

(2) Claude Planson, *Le Franciste* du 31 mai 1934.

(3) Pierre Verner, *Le Franciste* du 21 avril 1935.

(4) Paul Guiraud, *Le Franciste* du 19 mai 1935.

- (5) Paul Guiraud, *Le Franciste* du 8 septembre 1935.
- (6) Nicomet, *Le Franciste* du 14 mars 1937.
- (7) Marcel Bucard, *Le Franciste* du 9 mai 1937.
- (8) Paul Guiraud, Francisme et religion, *le Franciste* du 8 mars 1936.
- (9) Marcel Bucard, *Le Franciste* n° 3, février 1934.
- (10) Cf. bibliographie systématique, pages 208 et suivantes.
- (11) Gustave Hervé, *Nouvelle histoire de France*, Fayard, 1930, pages 274-275.
- (12) Marcel Bucard, *Sommaire du francisme*, pages 2 et 3.
- (13) Cité dans Lucien Genin, *Le 6 février 1934*, Thèse IEP.
- (14) *Sommaire du Francisme*, page 2.
- (15) Marcel Bucard, préface à « *La doctrine économique et sociale du Francisme* », page 3.
- (16) Marcel Bucard, *op. cit.*, page 3.
- (17) Gustave Wibault, *La doctrine économique et sociale du francisme*, *Le franciste* du 1^{er} juillet 1934.
- (18) *Idem.*
- (19) *Idem.*
- (20) Gustave Wibault, *La doctrine économique et sociale du francisme*, *Le Franciste* du 1^{er} juillet 1934.
- (21) Paul Guiraud, *Syndicalisme et corporatisme*, *Le Franciste* du 30 juin 1935.
- (22) Godefroy Dupont, *Introduction au Francisme*, page 41.
- (23) Godefroy Dupont, *op. cit.*, pages 42-43.

Qui bénéficie de l'attentat contre Wallace

Il n'est pas sûr du tout que l'attentat qui a mis hors de course le gouverneur Wallace soit dû au geste aberrant d'un fanatique ou d'un fou. Il se produisit au moment où Wallace par ses succès, sa connaissance des dessous et de la conspiration dont est victime l'Amérique (la même qui, depuis Yalta, réduit systématiquement l'Europe à un tout petit rien), son énergie superbe, était devenu dangereux...

Dermot Purgavie l'a, bien qu'indirectement, très clairement confirmé le lendemain du drame, dans le « Daily Mail » de Londres — un quotidien qu'on soupçonnerait difficilement d'être partisan des idées du gouverneur, encore que, généralement, on y relève moins d'insanités et d'erreurs que dans le « Monde » — en remarquant : « La violence survint chez George Corley Wallace alors qu'il obtenait — et peut-être à cause de cela — des succès spectaculaires au cours de sa plus ambitieuse campagne politique ». Et le titre, vraiment significatif, de la dépêche : « Le symbole qui réussissait trop bien ».

La même machination avait été montée avant la guerre contre Huey P. Long, dont l'immense popularité menaçait F.-D. Roosevelt, puis contre James Forrestal, qui en savait trop, beaucoup trop, et contre le sénateur Joseph McCarthy, un autre « gêneur », et de poids (il eut en outre droit à une campagne de propagande haineuse, de diffamation mensongère, tant l'homme que son combat, inlassablement poursuivie pendant des années, et à l'échelle internationale, sans doute

unique dans l'histoire depuis celle montée avant la guerre contre le régime national-socialiste).

L'auteur de l'attentat contre Wallace? Un « solitaire », tout le monde s'est rapidement empressé de le répéter partout. Un « solitaire » ne jouissant pas de toutes ses capacités, bref, un raté... Etrange : il s'agissait déjà d'un « solitaire » du même genre, ou à peu près, qui assassina le président Kennedy, son frère Robert, et le prétendu « pasteur » King. Cela fait beaucoup de « solitaires »...

Dans le cas de l'assassinat du président Kennedy, on sait parfaitement, maintenant, que le « solitaire » en question, Lee Harvey Oswald (réduit au silence peu après), avait suivi un « entraînement » spécial en U.R.S.S., qu'il avait des complicités à Cuba, et que l'assassinat en question avait des motifs politiques précis, notamment, par les réactions qu'il déclencherait, faire échouer un vaste mouvement de renaissance nationale, qui avait alors, en Barry Goldwater, un très sûr candidat à la présidence.

Et voici que la même chose arrive à Wallace.

Le premier résultat, c'est que la course « ouverte » qui s'annonçait pour la présidence a été supprimée. On retombe dans le choix habituel entre les candidats des deux grands partis. Mais à qui profite ce coup de théâtre ?

*
**

George Corley Wallace, 53 ans, gouverneur de l'Alabama. Un « self made man » sans fortune, qui dut, très jeune, gagner sa vie, garçon dans une pension, chauffeur de taxi. Il fut boxeur, et empocha quelques dollars pour payer ses études. Avocat. Puis on l'élut juge. « George fut un bon juge, courtois, équitable, ferme dans ses jugements, a dit un ami. Mais le cœur n'y était pas. C'est un lutteur, non un arbitre ».

Cette année, à nouveau, l'ancien champion de boxe poids coq assène des arguments avec une violence remarquable. Et, en quelques semaines de campagne présidentielle aux Etats-Unis, il avait déjà mis k.o. quelques vedettes du parti démocrate, notamment l'ineffable Muskie et l'absurde Lindsay.

Réaction des « huiles » de ce parti, magnats de Wall street et barons syndicaux : « C'est un gâcheur... ».

Le vilain, en effet ! Troubler les rites coutumiers d'une « présidentielle » américaine en présentant sa candidature, et plus énergiquement encore qu'en 1968, et de surcroît sortir vainqueur dans plusieurs « primaires » !

On imagine l'inquiétude dans les milieux de l' « Establishment » : ce Wallace réussirait-il, pour la première fois depuis l'ère rooseveltienne, à fausser le jeu démocratique habituel — admirablement conçu, on vous l'accorde — consistant à faire choisir les Américains, tous les quatre ans, entre bonnet blanc et blanc bonnet ?

Dans un sens, il y a déjà réussi, et voici pourquoi : un George McGovern, le candidat de la gauche et des progressistes du parti démocrate — mais pas nécessairement d'une gauche dorée sur tranche et salonnarde, « radical chic » comme on dit à New-York, du genre Lindsay, Spock ou Leonard Bernstein —, a emporté des succès de plus en plus affirmés lors des « primaires » à partir du moment où il a introduit dans sa rhétorique électorale plusieurs des thèmes familiers au gouverneur de l'Alabama.

Il a eu l'honnêteté de le reconnaître, en tout cas indirectement : « Wallace et moi posons les mêmes questions ».

Est-ce donc lui qui sera le bénéficiaire de l'élimination de Wallace ?

*
**

McGovern et Wallace se rejoignent — bien que par des voies assurément différentes — dans une forme de populisme. Le magazine « Time » n'hésite pas à surnommer le premier « le populiste des prairies » (55.000 fermes et domaines agricoles couvrent 92 % du territoire du Dakota du sud, dont il est sénateur). Dans l' « Observer » de Londres, en 1968, Anthony Howard remarquait à propos du second qu' « il est, à la base, un populiste ».

Le populisme apparut aux Etats-Unis à la fin du siècle dernier, et eut un temps une grande influence. Son origine est connue : le mécontentement de plus en plus vif des paysans et des agriculteurs de l'Ouest et du Sud à l'égard de la politique économique du gouvernement — blé, maïs, coton se vendant mal, tarifs des chemins de fer et d'entreposage exor-

bitants — qui aboutit à la création en 1891 à Cincinnati du « People's Party », dont les adhérents furent communément appelés populistes. Ceux-ci réclamaient pêle-mêle la nationalisation des chemins de fer, un réajustement équitable du prix des denrées agricoles, un accroissement de la quantité de monnaie en circulation. Mais, avant tout, ils s'insurgeaient contre les trop puissants monopoles et une administration fédérale qu'ils accusaient d'être leur alliée. Des élections leur permirent d'obtenir le pouvoir dans une douzaine d'Etats. En 1896, les populistes s'allièrent aux démocrates pour soutenir la candidature de Bryant, qui rata de peu la Maison Blanche.

Le populisme disparut pratiquement en 1900. Pourquoi ? Parce que, finalement, on lui accorda de larges satisfactions : nouvelles lois promulguées au Congrès pour protéger les droits des agriculteurs, et surtout prospérité renaissante de ces derniers.

Aujourd'hui, il réapparaît, mais pour d'autres raisons évidemment.

Par exemple, le caractère populiste d'un George Wallace tient à ses remarquables et véhémentes campagnes contre une omnipotente administration fédérale régentant de plus en plus la vie des gens, et contre ceux qu'on appelait jadis au « Crapouillot » les « gros », monopoles écrasant la petite industrie, multimillionnaires dissimulant leur fortune dans des fondations (au moyen desquelles ils exercent une influence occulte) pour échapper au fisc.

Brièvement résumé, on peut dire que le populisme tient à la fois du poujadisme des années 50 et d'un socialisme dépouillé de sa rigidité doctrinaire.

George Wallace précise toutefois : « Dans la mesure où je me suis toujours efforcé d'œuvrer à la défense des intérêts des petites gens, oui, je suis populiste. Mais je ne le suis plus à partir du moment où le populisme tourne au socialisme, car à mes yeux le système de libre entreprise est le seul vraiment efficace pour améliorer les conditions de vie des sous-privilégiés ».

Wallace et McGovern divergent tout de même sur deux points importants : le Vietnam, où le premier a toujours été

partisan d'une victoire militaire rapide et aux moindres frais, alors que le second réclame un retrait américain immédiat et inconditionnel, et le « *busing* », néologisme américain signifiant le transport des enfants vers les écoles.

Ce mode de « ramassage scolaire » a toujours existé en Amérique, notamment dans les régions rurales. Mais maintenant on s'en sert sur une grande échelle aux fins d'obtenir « un juste équilibre racial », en contraignant des enfants — blancs, noirs ou jaunes — à changer d'établissement et à effectuer chaque jour des kilomètres pour se rendre dans un autre pour mieux se « mélanger ». Dans l'esprit des doctrinaires du « mixage » racial comme panacée à toutes les différences ou inégalités humaines, l'intégration scolaire depuis Little Rock n'allait pas assez vite. On s'est donc mis à boucler d'innombrables écoles non-mixtes, à menacer d'autres, trop importantes pour être fermées séance tenante, de les placer sous le contrôle de bureaucrates du département des Affaires sociales. Le « *busing* » est supposé « parfaire l'ouvrage » : en contraignant, par exemple, une jeune fille de 15 ans, qui jusqu'ici fréquentait une école située à 6 km de chez elle, à se rendre dans un autre établissement, à majorité noire, loin de 35 km.

Depuis plusieurs mois, les réactions contre le « *busing* » sont extrêmement vives, et pas seulement dans le Sud. A Pontiac, dans le Michigan, une dizaine d'autobus scolaires ont été incendiés récemment par des manifestants.

Le fait à remarquer, en passant, est que contrairement à une idée couramment répandue, les minorités ethniques aux Etats-Unis — Noirs, Peaux-Rouges, Jaunes, etc. — préfèrent de beaucoup vivre dans des communautés bien à elles qu'être intégrées de force à la société blanche. Le « *Black Power* », les « *Panthères noires* », avant de devenir des éléments avancés de la subversion communiste, sont nés de la stupéfiante stupidité du libéralisme antiraciste officiel.

Dans « *The Spectator* » de Londres, Geoffrey Wagner a exposé les aberrations auxquelles aboutit ledit antiracisme, en citant le cas de Columbia, université américaine « libérale » s'il en fût jamais. Eh ! bien, le département des Affaires sociales vient de menacer cette honorable institution de lui « couper les vivres » (aide fédérale, etc.) si elle

n'inclut pas rapidement un pourcentage plus élevé d'enseignements venus de « la minorité » dans son personnel. « La minorité »? « Cela signifie les Noirs, les Porto-Ricains, les femmes, généralement dans cet ordre », explique Wagner, qui remarque : « Cette façon de compter les têtes par la couleur de la peau a prouvé être désormais une forme extrêmement virulente de discrimination, au nom de l'antidiscrimination bien entendu ».

Ainsi, si Columbia ou tout autre institution compte parmi ses élèves tant de Noirs ou de Bruns, il devra y avoir proportionnellement tant de professeurs noirs ou bruns. C'est la logique démocratique et antiraciste portée au sommet de son incommensurable bêtise.

Le classement par ethnies est souvent arbitraire, superficiel ou absurde. Une étudiante du nom de Czerny Huang est considérée comme « asiatique », alors qu'en réalité c'est une Polonaise de confession catholique mariée à un avocat de lointaine origine chinoise mais ne parlant pas le chinois, un professeur Diaz tombe dans la catégorie « Porto-Ricains » bien qu'il soit un authentique aristocrate espagnol, tandis que Terry O'Donovan, dont le nom de consonance bien irlandaise lui vaut de passer pour Blanc, est en réalité un Noir pur sang.

Or, le « busing » s'inscrit dans la même aberrante perspective. George Wallace en est l'adversaire résolu. Pas le sénateur McGovern, qui, par un antiracisme aveugle, le défend, bien qu'en ce qui le concerne il n'hésite pas à envoyer ses deux enfants en une école privée du Maryland échappant jusqu'ici aux ukases fédéraux relatifs au « mixage » racial obligatoire.

Ces divergences sont capitales, car elles se rattachent à un fond passionnel qui est décisif pour beaucoup d'électeurs. En dépit de son alignement sur certains thèmes électoraux de Wallace, il est donc à peu près certain qu'un grand nombre de ses supporteurs les plus fidèles ne voteront pas pour Mac Govern.

Mais d'autres éléments peuvent entrer en jeu.

Pour expliquer les remarquables succès obtenus aux « primaires » par Wallace, on croit tout dire en affirmant : « C'est un raciste faisant appel aux instincts les plus bas... ».

La réalité est autre.

Écoutons Medford Evans, observateur extrêmement lucide de la vie politique : « Wallace n'est pas un antijuif, il n'est pas antinègre, en fait il n'est anti qui que ce soit si ce n'est qu'il est anti américain. Il est positivement proaméricain. Il est nationaliste ».

Et, étant cela, il va de soi qu'il avait contre lui tous les puissants clans internationalistes, onusiens et mondialistes, qu'ils soient « démocrates » ou « républicains ».

Il affrontait, à la vérité, les mêmes terribles forces occultes qui employèrent les grands moyens pour empêcher la nomination de Robert Taft à la candidature républicaine à la présidence en 1952 et se liguèrent contre Barry Goldwater en 1964.

A la différence d'un Taft ou d'un Goldwater, Wallace avait quand même pour lui l'avantage d'être un remarquable tribun, à l'éloquence exceptionnelle (« aucun autre politicien américain n'est capable, comme lui, d'attirer les foules », a noté dans le « Guardian » de Londres Peter Jenkins, qui ne l'aime pas, « et sans même se soucier de faire beaucoup de publicité... ses discours ne sont pas écrits, ils prennent une forme improvisée, et il lui arrive d'inventer des mots parce qu'il en apprécie la consonance »).

Parfois le ton monte, et l'orateur attaque sans pitié ; et d'autres fois il se contente de ridiculiser des adversaires sans humour.

Wallace, au demeurant, était parfaitement conscient des graves dangers qui guettent son pays. Il a écrit :

« Durant près de deux cents ans d'histoire nationale, nous, Américains, avons affronté de nombreuses crises. Mais à aucun moment dans le passé les Etats-Unis ont-ils été si directement menacés à l'intérieur et de l'extérieur que maintenant. Or, il est devenu de plus en plus évident, au cours des trois années écoulées, que nos dirigeants nous ont abandonnés.

Leur incapacité à résister effectivement à l'assaut communiste au-dehors et leur propagation délibérée du socialisme chez nous annoncent une retraite de notre grandeur (nationale) dont tous les Américains devraient avoir honte. Et pourtant, précisément au moment où tous les bons citoyens devraient exprimer leur colère, beaucoup apparaissent comme dans un état de narcose ».

Le gouverneur de l'Alabama s'était fixé pour mission de réveiller cette nation assoupie, que, dans son sommeil, rongent tous les vers de la subversion.

En 1968, par son intervention dans la bataille électorale comme candidat indépendant, Wallace, en enlevant un énorme paquet de voix aux démocrates, permit à Nixon d'être élu.

Le regrettait-il aujourd'hui ?

Presque, en somme, car il a encore écrit :

« La raison première à cela (cet état de narcose) est que le président en exercice est arrivé au pouvoir avec la réputation d'être un implacable ennemi du communisme sur le plan international et du Welfare State en matière domestique. On se souviendra à cet égard de ses innombrables déclarations dans ce sens, tant avant que pendant la campagne électorale. Mais le test d'un politicien est en fonction. Et le vrai M. Nixon a prouvé être aussi différent du candidat Nixon que M. Hyde l'était du Dr Jekyll ».

Cette année, Wallace avait commencé sa campagne sous l'étiquette de démocrate, un parti auquel, d'ailleurs, il a toujours appartenu.

Il y avait à cela deux raisons : l'une est qu'il fallait faire échec à une réélection de Nixon, « le grand protecteur de Pékin » (par la grâce des Rockefeller, dont Kissinger est l'agent à la présidence), or, aux yeux de Wallace, « il est tout simplement impossible qu'avec l'un ou l'autre de ses candidats semi-officiels (Humphrey, McGovern, Muskie, Jackson, etc.) le parti démocrate puisse vaincre en 1972 » ; et l'autre qu'il fallait « rendre au peuple » ledit parti, après l'avoir repris aux « snobs intellectuels libéraux » qui en firent leur chose.

De tous les candidats dont on a parlé aux Etats-Unis, le gouverneur était le seul qui fût un authentique champion « de

l'homme moyen ignoré de l'administration et des deux grands partis, sauf le jour des impôts ».

Et ce politique hors du commun — une grande intelligence servie par une énergie débordante — était aussi, sinon surtout, un nationaliste intransigeant qui ne craint pas de l'affirmer.

*
**

Les électeurs de Wallace ne devraient donc pas plus voter pour Nixon que pour Mac Govern. C'est une fraction de l'électorat américain qui ne peut s'accommoder du système bipartite actuel. Finalement, l'élimination (provisoire) de Wallace profite aux techniciens de la « machine » électorale. Mais les voix qu'auraient pu recueillir Wallace n'iront probablement pas à Mac Govern, et il n'est sûr qu'elles se reportent sur Nixon.

Pierre HOFSTETTER

Le problème du métissage

S'autorisant de cette assertion simpliste que « les Noirs sont des hommes comme les autres » certains n'hésitent pas sur un caprice parfois à contracter des unions sexuelles mixtes dont ils ne mesurent les conséquences ni pour eux-mêmes ni pour la société. Il suffit en effet de quelques milliers de ces unions pour qu'avant cent ans se pose à la France le même problème racial qu'aux Etats-Unis, à moins que notre pays n'accepte le métissage qui ne serait lui-même qu'un prélude au métissage de l'Europe.

Beaucoup d'ailleurs envisagent favorablement cette manière de solution du problème racial. De bonne foi peut-être, ils pensent qu'une fusion des races aboutirait à une paix entre les peuples auxquels un déracinement enlèverait l'agressivité. Le mélange racial leur apparaît comme une loi d'évolution historique bien qu'ils négligent d'en examiner les conséquences pour eux-mêmes et pour leur pays. Ils acceptent cette éventualité tout en refusant d'admettre que leur pays doive s'aligner sur le rang des nations métissées d'Afrique du Nord ou d'Amérique latine, tout en se rebellant intérieurement à l'idée que leur fille devienne l'épouse d'un Bantou et que leurs petits-enfants soient des négrillons humiliés par les railleries de leurs camarades d'école. Ils ne sont pas racistes, mais...

L'exemple de la coexistence raciale apparemment réussie dans certains pays d'Amérique latine ou d'Afrique du Nord n'est nullement valable pour l'Europe actuelle. Là-bas le métissage résulte d'un esclavage institué par des Blancs tout puissants qui ne laissaient aucune possibilité de réaction hostile aux éléments noirs et il s'est diffusé suivant le processus presque exclusif d'union de Blancs avec des Noires. Dans les pays cités en exemple pour leur tolérance raciale, comme l'Etat de Bahia au Brésil, les Noirs sont maintenant en majorité et leur supériorité numérique donnerait à réfléchir aux Blancs qui tenteraient de leur manifester quelque hostilité.

En Europe le problème est tout différent, les Noirs n'y ont pas encore une importance numérique susceptible de réaliser l'équilibre pacifique des éléments raciaux. Contrairement au processus de négrification des pays métissés de longue date, ce sont les Noirs qui s'y unissent aux Blanches sans réciprocité appréciable de la part des Blancs, qui ne manqueront pas un jour de se sentir blessés dans leur orgueil par cette préférence, par cette sorte de désertion méprisante des femmes de leur race et de réagir avec humeur ou violence.

Les répugnances d'autrefois, les options traditionnelles qui faisaient obstacle à ces unions se trouvent maintenant reléguées dans un passé périmé par la nouvelle appréciation des valeurs de la société moderne. Le mercantilisme de nos ploutocraties inspire les éléments les plus divers de notre société. Les arts, les sciences, le travail trouvent ainsi leur unique et véritable consécration dans l'argent, symbole de la réussite et de la puissance.

Le spectacle d'immenses fortunes réalisées par l'audace et la supercherie, conquises sur la misère des masses et pourtant honorées, à vidé de sens l'antique notion du mérite ou de l'honneur pour eux-mêmes. Il en résulte une obsession de « faire fortune » qui jadis ne tourmentait qu'une faible minorité, la masse lui demeurant étrangère, sachant que pour elle les jeux étaient faits d'avance et que son avenir économique ne dépassait pas l'horizon des possibilités de son champ ou de son atelier. Aujourd'hui la multiplication des échanges économiques

donne le spectacle de l'argent migrateur, passant à portée de mains innombrables avidement tendues vers lui et s'illusionnant de pouvoir le saisir. Pourquoi dès lors ne pas tenter sa chance au prix même des tourments et des bassesses ? Se trouverait-il un autre moyen que la richesse d'acquérir la considération de ses semblables, la vie aurait-elle un autre but que celui de s'enrichir ? Pourquoi ne pas rechercher l'argent où il est, partout où il est ? Dans une société ploutocratique un nègre riche n'est-il pas un riche avant d'être un nègre ? Pourquoi si l'on ne possède rien d'autre, ne pas vendre la blancheur de sa peau à celui qui en offre le meilleur prix ?

Les avantages matériels de cet échange donneront accès à une promotion sociale, à un standing auprès desquels le respect des principes traditionnels fera figure de préjugé ridicule.

De fait le métissage moderne, partout où il se développe se fait presque uniquement dans le sens de l'union d'un nègre riche avec une blanche démunie.

Parmi les unions mixtes, il en est cependant qui échappent à l'attrait des avantages matériels. On s'interroge alors sur la surprenante disparité des partenaires, on se demande la raison pour laquelle cette intellectuelle européenne s'est jetée dans les bras de ce primitif, quel charme telle jeune femme au physique parfois agréable peut trouver à tel anthropoïde aux senteurs étranges.

Cette inclination surprenante s'explique généralement par une imagination malade surexcitée par un aspect physique évocateur d'une robuste sexualité. On peut s'étonner pourtant de ce que, la curiosité satisfaite, les choses n'en restent pas là. C'est que l'habitude joue un grand rôle dans les relations sexuelles, le désir apparaissant bien souvent sous la forme d'un réflexe conditionné, inséparable de sensations visuelles, tactiles et olfactives si particulières ici qu'elles peuvent devenir exclusives.

Certaines blanches sont encore plus fréquemment qu'on ne l'imagine victimes d'une sorte d'envoûtement. Le lourd regard du nègre, fixe et insistant, insoutenable parfois pour des yeux clairs peut captiver certains sujets

par un phénomène d'hypnose. On devine l'infortune de ces malheureuses divisées contre elles-mêmes, conscientes de la démission de leur volonté et qui ne pourraient se libérer que par la violence et le drame.

D'autres sont victimes de leur pitié, née d'un secret orgueil ou du désir de dominer un être qu'elles pensent tenir facilement à merci mais dont en réalité elles deviendront bientôt les servantes.

Il arrive encore que certaines fanatiques prises au jeu de l'antiracisme ne croient pas devoir reculer devant l'obstacle d'une mise en application personnelle de l'idéologie dont elles sont prisonnières et qu'elles se refusent à rejeter fût-ce en accord avec le bon sens et le respect d'elles-mêmes. Jetant leur exemple à la face de la société traditionnaliste elles pensent trouver dans ce défi une compensation à une rupture définitive avec leurs amis, leur patrie et leur civilisation.

Dans l'impossibilité de rompre les liens de leur union avec ces primitifs dont la conception de la « femme objet » se refuse à leur reconnaître toute velléité d'indépendance, ces malheureuses ont généralement un sort peu enviable sur lequel cependant elles tentent de donner le change, espérant peut-être alléger leur fardeau en incitant d'autres à le partager. Ces transfuges, victimes de leurs illusions, de leurs imprudences ou de leur sottise pourraient cependant éveiller la pitié si leur option ne grevait la société d'une lourde hypothèque.

De leurs unions vont naître des métis, êtres hybrides plus ou moins pénétrés de sang noir qui se situent en dehors de la race blanche tout en n'étant plus de véritables nègres. Ce compromis entre deux races constitue l'élément dramatique de leur condition. Dans les pays métissés de longue date ce négroïde a mauvaise réputation, on lui préfère le nègre susceptible d'être un serviteur dévoué, un partenaire correct tandis que le métis passe pour être vaniteux, dissimulé, vindicatif et asocial. On estime à tort ou à raison qu'il accumule en lui tous les vices du nègre et du blanc réunis sans en avoir les qualités. Rejeté par les uns et par les autres, il est victime de la vanité séculaire des hommes qui pensent trou-

ver un motif de fierté dans la pureté présumée de leurs origines. Ayant pris ses distances à l'égard de ses ancêtres noirs le métis n'appartient pas à la société des Blancs, il est en quelque sorte un homme égaré sur les limites de deux mondes différents, oublieux et oublié, écartelé entre sa sensibilité de nègre et ses rêves d'impossible évasion vers l'aristocratie blanche.

Conscient de ses possibilités que sa négritude voue à l'échec, il tient les autres pour responsables de la malédiction qui a frappé sa naissance. Son ancêtre noir pouvait être résigné, il est, lui, un révolté et le monde à son tour lui tient rigueur de son agressivité.

Dans cet état, il lui est difficile de ne pas marquer lourdement chaque avantage pour se prouver à lui-même qu'il est l'égal des meilleurs.

Dans ses rapports avec ses partenaires il alterne la ruse et la violence, passant de l'une à l'autre à la demande, sans réticence, au risque de se découvrir et de se disqualifier : seul lui importe le succès et son âme est ulcérée de l'échec. Il s'étale avec complaisance sur le moindre de ses succès et ses vantardises sont proverbiales. Finalement il se rend insupportable et l'échec le rejette dans la foule des déracinés, des revendicateurs et de tous ceux qui rêvent de ruiner la citadelle qui s'est refusée à leur ouvrir ses portes.

Ainsi les hommes étant ce qu'ils sont et ce qu'ils ne cesseront d'être avant longtemps, donner son assentiment à l'implantation d'une colonie noire fatalement inadaptée, hostile et malheureuse elle-même de son déracinement, ne peut résulter que d'une spéculation aveugle ou hypocrite.

Vouloir délibérément le malheur des uns et des autres ne peut s'expliquer que par un criminel égoïsme matériel ou par une haine perfide d'un pays dont on voudrait ruiner les structures ethniques et morales afin d'anéantir sa personnalité sous les ruines d'une guerre civile.

C'est un complot contre la nation.

G. TRAVELLY

Sur « Charlot »

Toujours fondé sur une dégradation de valeurs, le comique n'est jamais tout à fait innocent de charge politique. Au cinéma moins qu'ailleurs, et même en ses pôles opposés : poésie de Keaton et réalisme de Laurel et Hardy. Et le farfelu des Marx Brothers ne nous fait pas oublier qu'eux aussi s'appellent Marx. Mais le plus « politique » de tous les comiques est, à n'en pas douter, Charlot, qui du plan cinématographique s'est élevé à la dignité de mythe universel : il partageait avec Napoléon le privilège de la plus grande célébrité au monde. Où l'on voit déjà que sa dimension dépasse de beaucoup l'esthétique, sur laquelle nous ne dirons rien. Sinon qu'on ne saurait la lui dénier : il fallait assurément qu'il alliât intelligence à travail pour produire autant de succès. Mais pour nous, l'important est de déterminer la teneur du message politique délivré par Chaplin — politique s'entendant au sens le plus large, où se comprend l'éthique sociale.

Et pour trouver dans son plein être le Charlot du cinéma, il faut d'abord chercher Charlie Chaplin, l'homme de spectacle le plus antipathique qui se puisse imaginer. L'odieux de la personne a beau se manifester en toute circonstance, rares sont les critiques qui osent le mettre en évidence, sous le fallacieux prétexte que Charlot rachète Chaplin. P. Marcabru dit courageusement de lui qu'il est « l'éléphant sacré du cinéma ». De fait, si unanimement on déplorait que Chaplin mît depuis nombre d'années embargo sur la plupart de ses films (il avait fondé, dès 1919, sa propre maison de production), on se gardait de trop parler de son « sens » hyperdéveloppé de l'argent : c'était la plate résignation. Et maintenant qu'il se décide enfin à libérer ses films, jugeant le moment propice à leur meilleure exploitation, on clame naïvement sa joie. Il ne s'en est d'ailleurs jamais caché, mais

l'a au contraire affiché tout au long de sa vie, seul l'argent l'intéresse. Et aussi — il serait injuste de l'oublier — les femmes : obsédé sexuel notoire, il aimait particulièrement à exercer sa virilité sur les jeunes filles de 16-18 ans. Il ne fut pas sur ce plan à un scandale près. Rien de commun, dira-t-on, avec Charlot, si timide et si peu heureux en amour : alors pourquoi évoquer celui-là s'il ne sert de rien pour comprendre celui-ci ? En fait, de l'homme à femmes à l'homme-femme, il n'est pas loin et c'est la même « sensibilité » chez l'un comme l'autre. Si Charlot apparaît comme type d'antihéros, c'est précisément parce qu'il est l'homme féminisé, l'homme-femme.

Mais ce que l'on s'accorde à retenir de Chaplin parmi les bonnes consciences de la critique, c'est le parti-pris de Justice et de Liberté qui l'a toujours habité : entendez par là qu'il a maintes fois manifesté plus que la sympathie à l'égard du marxisme (aux dépens même des intérêts du pays qui l'a accueilli et enrichi). Et certains disent à ce propos qu'il y a dans son œuvre rupture : avant « Les Temps Modernes » et après. De même d'ailleurs qu'il y aurait eu au tout début un Charlot méchant et rusé, très différent du « grand » Charlot qui, comme chacun sait, est une brave bête. Rien de plus faux que ces distinctions, en l'occurrence toutes byzantines : on constate certes une évolution dans le personnage — comment cela ne serait-il, en un quart de siècle ? — mais il faut voir son unité profonde à travers les ans : une même mentalité cynique et destructrice, la même haine, la même lâcheté de 1914 jusqu'au « Dictateur ». Et le facteur d'unité, c'est ce qu'on a appelé (flatteusement, comme de bien entendu) « l'homo judaïcus », l'humour, la philosophie, bref tout l'« apport » culturel juif.

Car Chaplin est juif, par sa mère et c'est grâce à elle, comme il le reconnaît lui-même, qu'il acquiert l'art du mime, art d'imitation et de caricature à quoi se réduit la « culture » juive. Incapable d'originalité, elle pastiche et charge haineusement toute création vraie pour n'aboutir qu'à une imitation toujours caricaturale, servile et asservissante. A la limite, culture et judaïsme se peuvent concevoir comme antinomiques, et l'on émettra des doutes sur l'authenticité du cinéma en tant qu'art lorsqu'on aura cons-

taté que c'est lui qui donne chance de culture à ce qui sans doute ne le mérite pas : la pantomime, art exaltant s'il en fût, puisque d'avant le langage, en-dessous de l'homme, purement simiesque. Par le cinéma et la facilité de son image, Charlot restera.

Aussi ne faut-il pas le négliger, mais le dénoncer à tous les niveaux. Et le premier des niveaux de l'imitation, c'est le plagiat, que Chaplin pratique sans vergogne. Que ne doit-il au français Max Linder et à l'américain Mack Sennett ? (Mais il y a pire, et contrefaçon caractérisée dans « Les Temps Modernes » (de 1936) que beaucoup considèrent comme son chef-d'œuvre, oubliant que Chaplin y reprenait toutes les trouvailles d'un film nommé « A nous la liberté ! » et sorti cinq ans plus tôt. La Tobis, productrice du film de René Clair, devait lui intenter un procès. Mais rien décidément ne pouvait entamer le prestige de l'« éléphant sacré » à qui conviennent si bien, comme on va le voir, les métaphores animales.

Charlot, mime et bouffon : partout et toujours, il n'accorde à l'homme que le factice pantin qui ne le côtoie que pour le réduire au mécanique ou l'humilier jusqu'à l'animal. Par là, il joue très exactement le rôle de cette Machine qu'il prétend dénoncer dans « Les Temps Modernes ». L'homme est déshumanisé et mécanisé, quand pour lui l'habit fait le moine (« Le Pèlerin »), quand le smoking fait l'homme du monde (« Le Comte »), quand tout l'humain n'apparaît plus que comme convention et que l'objet qu'il a fabriqué se retourne contre lui. C'est que la mentalité juive ne peut voir dans l'art que l'artificiel, puis le matériel. Et pour accomplir sa besogne de dégradation jusqu'à l'animalisation, Charlot qui, déjà, en mimant, est redevenu singe (dans « Le Cirque », des singes le dépouillent de ses vêtements : manière de le faire revenir à eux), se fait chien (« Une vie de Chien »), car pénétré de la certitude cynique, pour qui tôt percent à travers le factice de toute société, de toute sociabilité corps et instincts : alors, face à l'homme-cynocéphale, « l'autre » sera la bête inconsciente, la brute épaisse — Goliath toujours — mastodonte d'avant l'histoire de l'homme. Un homme qui n'est de ce fait présent que sous forme de dérision, puisqu'en Charlot seul et dans la mesure où singe et chien — chacun à leur façon —

l'évoquent. Mais le plus abject, c'est le pathétisme humanitaire qui baigne ces opérations, comme pour nous dire combien lui, Charlot, est malheureux que l'homme se réduise à la machine et à l'animal : que de mélo dans tous ces films dits comiques ! Larmes de crocodile. Il faut citer là les admirables propos d'André Suarès dans « Comœdia » (en 1926) : « Ce cœur ignoble de Charlot, je voudrais l'écraser comme une punaise (...) Il pend au bout de sa badine : il le met dans le ruisseau, il l'y cherche et il l'y trouve. Il l'a dans ses souliers : grand cœur en vérité, il déborde : il chausse du 66 et ils sont éculés. Il engraisse le pavé d'un pays sans âme et d'autant plus qu'il est plus sentimental. Le sentimental est l'ignoble même ».

Charlot homme-cynocéphale veut dire encore, si on le considère du point de vue d'une prédication positive (messianisme juif) — n'y voir que dégradation limiterait le sens d'une œuvre destinée à distinguer la « rase élue » de la masse des autres — exaltation de la faiblesse, du féminin, de l'obscur, du relatif, et, en son sens communément dérivé, du dialectique. Relativisme absolu : il n'est de vérité dans l'univers du juif errant (« luftmenoch » de la tradition littéraire juive) que les intérêts du jour. Vagabond, déraciné, persécuté, instable, parce qu'idéaliste et tellement attaché à la poésie et tellement étranger aux biens de ce monde ? Tout le contraire, en réalité : matérialisme qui pour ne rien devoir aux autres et les mieux exploiter revêt les guenilles du mendiant maudit. Les hardes de Charlot ne signifient que son inadéquation à toute société, son refus de toute responsabilité : ainsi la veste étriquée et le pantalon trop large et ce melon trop petit que pourtant jamais il n'enlève (le juif ne se découvre pas). Chaplin a toujours joué au persécuté, à la victime d'un pays qui lui a tout donné : misérable alibi pour ne rien lui donner en retour, pas même la satisfaction d'une naturalisation. Et quand il n'a plus rien eu à retirer de lui, l'internationaliste, le sympathisant communiste est allé très naturellement s'installer en Suisse, où il n'ait pas de comptes à rendre à l'homme, seuls de banques.

Antihéros, qui tient sa badine en bambou pour nier tout sceptre de pouvoir et n'affirmer qu'une verge d'impuissance, — homme-femme (Mam'zelle Charlot) à qui reviendrait le

privilège d'intelligence et de sensibilité, face aux bêtes brutes seulement capables de violence. Charlot voudrait nous imposer que le bon parti est toujours celui du rusé David affrontant la face bestiale des nouveaux Goliath (comme dans sa pantomime de « Charlot pèlerin »). Comme si jamais Goliath ne pouvait être intelligent, comme si l'intelligence ne pouvait se concevoir que sous la forme de la trahison. Où l'on retrouve toute l'idéologie tarée des contes du folklore : le cadet de famille qui réussit là où les plus forts ont échoué, le petit qui « mange » l'Ogre, encore Goliath et toujours le Père, présence virile que Chaplin ne voit qu'en monstre (son œil tout féminin n'investit beauté et bonté que dans la femme), jeune fille martyrisée par la sorcière et qui vient miraculeusement à bout des plus terribles épreuves. Nous parlons de contes de fées : précisément, le parti de Charlot serait aussi celui du rêve et de la poésie (« La Ruée vers l'Or », « L'Idylle aux Champs »...), sans doute, en fait, l'obscène poésie du jeu de fesses en quoi il se montre si expert.

Ainsi donc, avec Charlot, David n'arrête pas de vaincre Goliath : il faut dire que les Goliath sont par trop fabriqués sur mesure et Chaplin le regrette qui, de plus en plus possédé par le désir messianique, pense à des adversaires de taille, vraiment. C'est alors qu'il va éprouver comme il n'est pas facile de toujours identifier force et stupidité. En 1928 d'abord, il entreprend de réaliser un « Napoléon », pour que le mythe noble et puissamment humain de l'Empereur soit écrasé par le sien propre ; mais bien vite, il y renonce. En 1940, dans le même esprit, il parvient à faire le « Dictateur ». Et il espère, comme toujours, avoir réussi à faire surgir de l'Homme l'animal. Mais cette fois, c'est l'échec et aussi le ridicule : il n'avait pu s'empêcher de jouer — pour la première fois — en même temps que David (le barbier juif) Goliath (Hynkel). Ainsi le digne et fier cynocéphale s'abaissait lui-même jusqu'au mastodonte : condescendance bien troublante en vérité et qui ne cadrerait guère avec la « philosophie » de Charlot. Serait-ce que, pour la première (et seule) fois, il avait eu envie d'être homme ? En tout cas, le résultat premier était un film médiocre et le début, pour Chaplin, de sa décadence de cinéaste.

Serge THOMAS.

CHRONIQUE DES LIVRES

DEUX CENTENAIRES QUI SE PORTENT BIEN

Maurras et Proust

Les commémorations se suivent et ne se ressemblent pas. Si l'on n'est guère parvenu à ranimer l'enthousiasme pour les œuvres de Gide, Proust a été fêté par un concert unanime de louanges et une floraison de publications. Tandis qu'on enterre une seconde fois Valéry avec les pompes officielles, Maurras a dû se contenter en 1968 des assemblées discrètes de ses fidèles.

C'est un jeune gaulliste de 27 ans pourtant, alliant face au maître de l'Action Française l'esprit critique et la sympathie, qui vient de lui rendre le plus bel hommage. Pour la première fois en effet, avec « L'Age d'or du maurrassisme » de Jacques Paugam (1), un ouvrage est consacré avec un recul suffisant et sans souci hagiographique ni polémique, à la naissance et aux développements, non du mouvement, mais des idées d'Action Française elles-mêmes.

La personne de Maurras, qui s'effaçait volontiers derrière l'équipe de la Revue à couverture grise des commencements, occupe peu de place dans ce livre, suffisamment cependant pour que s'en détache un portrait attachant de l'homme jeune. Journaliste « fringant », mais d'une extrême modestie personnelle, ce sceptique ressent vivement la perte de plusieurs amis ; cet homme de lettres au pessimisme non pas satisfait, mais tourmenté par la médiocrité des entreprises humaines, par la souffrance, par la mort, qui « demandait aux hommes d'élite d'utiliser leur part de liberté et de pouvoir sur

l'évolution des temps pour rendre la condition humaine plus tranquille », est peut-être le modèle de l'engagement désintéressé ; né, selon P. Paugam, pour être un moraliste dans la tradition française, l'angoisse de l'avenir conduit « ce Caton » par nécessité, à la politique — « qui donc pense à 1950 ? » répétait-il au début du siècle.

Certes, Maurras est profondément enraciné dans la droite de son époque. L'Action Française, avec ses réactions parfois passionnelles, est née de l'Affaire Dreyfus. On lira avec un intérêt tout particulier les pages consacrées aux protestants, dont plusieurs grandes familles étaient à l'origine de la campagne dreyfusarde. Malgré la violence des articles de Maurras décrivant « l'histoire naturelle et politique » de la famille Monod, malgré l'apologie de la révocation de l'Edit de Nantes par Bainville, ces « frères » égarés sont jugés avec plus de nuances que les trois autres « Etats confédérés », juifs, métèques et francs-maçons ; si elle leur reproche esprit de critique, foi dans le progrès, individualisme, la Revue ne désespère pas de ramener à des fins « nationales » l'énergie de caractère et le sens des vertus domestiques qu'elle leur reconnaît.

A côté de ces aspects contingents des thèses d'Action française, J. Paugam fait découvrir la richesse et la variété du « maurrassisme ». C'est en politique étrangère surtout que Maurras se montre prophète, prudent en matière coloniale, dénonçant le « guêpier » du Maroc, préconisant pour la France, dans « Kiel et Tanger », 40 ans avant la politique des « blocs », un rôle d'arbitre entre les grandes puissances, à la tête des nations moyennes et petites et d'une Europe alliée. Dans le domaine économique et social, l'insistante critique de la démocratie libérale et la redéfinition des rapports du capital et du travail attireront un temps Georges Sorel et Valois. L'œuvre la plus profonde consistera à montrer — et bien des républicains feront leur profit de cette leçon — que l'esprit scientifique est d'essence conservatrice, que la nature de la décision politique est spécifique, qu'elle exige compétence, et non vertu comme le pensait Marc Sanguier, que l'économie enfin doit lui rester soumise.

Dans une conclusion très nuancée, Jacques Paugam s'efforce de justifier son titre : selon lui, la création du quotidien en 1908 entraîne la fin de l'âge d'or pour la pensée d'Action française, car le journal drainera les fonds et les énergies, amènera la systématisation des idées, ne serait-ce qu'en raison de la clientèle à laquelle il s'adressera. Mais le journal est la simplification des thèses étaient nécessaires à l'A.F. comme à tout parti désireux de créer un mouvement d'opinion influent. Age d'or cependant pour l'A.F. que cette décennie 1899-1908, mais au sens mythologique — époque d'épanouissement sans contraintes, époque où tout était encore possible —, non au sens d'apogée. Celle-ci se situera en 1926, et la condamnation pontificale sonnera l'heure du déclin. Jacques Paugam voit juste, en effet, quand il affirme que « l'échec était inéluctable », du fait que l'A.F. était prisonnière, dès l'origine, des milieux royalistes et catholiques et qu'elle s'installera dans cette prison après la Fondation du quotidien.

*
**

L'itinéraire de Marcel Proust, qui se déroule plutôt en marge de l'actualité, croise rarement celui de son contemporain Charles Maurras. Le jeune Marcel pourtant a connu quelques passions politiques. Et ce n'est pas le moindre mérite de Maurice Bardèche, dans son « Marcel Proust romancier » (2), que de nous présenter de ce petit juif rageur une image plus vivante que celle de l'enfant qui attend le baiser du soir de maman. Mais le dreyfusard passionné qu'a été Proust évoluera, sous l'influence de Ruskin en particulier (influence plus politique, au sens large, qu'esthétique, selon Bardèche), vers un retour aux traditions, vers le Combray « sage, terrien, ordonné autour de son église, aimant son maire et son curé, se souvenant de son seigneur ». Proust se retrouvera en 1904 aux côtés de Barrès et de l'Action Française pour dénoncer la grande pitié des églises de la France du petit père Combes. Il écrira même plus tard, non sans un certain snobisme peut-être, « Mes maîtres, MM. Léon Dau-

det et Charles Maurras... » On sait d'autre part que Daudet contribua beaucoup au succès de son œuvre en 1919.

Maurice Bardèche montre qu' « A la recherche du temps perdu », dont le point de départ est une réflexion sur l'écrivain, retrace l'histoire d'une vocation littéraire. Proust s'est heurté au problème de la forme à donner à son œuvre. Bardèche le compare au cinéaste qui, à partir des multiples morceaux de pellicule doit constituer le montage de son film. Le jour où Proust eut l'intuition de ce montage — ou du plan de sa « cathédrale », comme il disait —, c'en était fini de cet essai qu'il écrivait « contre Sainte-Beuve », la « Recherche » était née : quand Proust s'enferma pour rédiger son livre, « il l'avait déjà écrit ». Mais il aura constamment ensuite à lutter contre son indiscipline afin de rester romancier, ce qui est son premier titre de gloire, et Bardèche n'est pas loin de penser que son goût de la digression aurait finalement gâté l'ouvrage s'il avait vécu plus longtemps.

Sans doute Proust est-il un de ces écrivains dont la lecture est facilitée par la critique ; les deux solides et clairs volumes de Maurice Bardèche y sont la meilleure des introductions. Sans minimiser la nouveauté psychologique de l'œuvre, sur laquelle on a beaucoup glosé, Bardèche admire surtout chez Proust le don de créer des personnages et le génie comique, qui l'apparentent à Molière et à Balzac. Il souligne aussi sa complète absence de sens moral (« Le bien était ce qui favorisait [mon] inspiration, le mal ce qui la paralysait ») et retient de la « Recherche du temps perdu » une leçon très pessimiste sur l'homme : « rien n'existe, ni l'amour, ni l'amitié, ni les enfants, ni la peine des hommes, ni les travaux et les jours ».

Contre cette leçon, Bardèche se rebelle un peu dans sa conclusion, au nom de l'instinct et des lois de la nature. Il n'empêche qu'il reconnaît en Proust un « phare » : « La magie verbale de Claudel, l'intelligence et l'attention de Gide restent très en-dessous du génie de Proust, car ils ne nous proposent pas comme lui une lecture nouvelle de l'homme et une nouvelle poésie. Et quand

on le nomme le plus grand écrivain du xx^e siècle, il n'est plus guère de connaisseur aujourd'hui pour contester ce jugement ».

*
**

On n'en saurait dire autant de Maurras, dont la grandeur n'appartient d'ailleurs pas au même registre. Si l'on a rapproché ici leurs noms, c'est parce que deux ouvrages qui, curieusement, corrigent les interprétations de deux autres ouvrages anglo-saxons, la biographie de Proust par G. Painter et l'histoire de l'Action Française d'E. Weber, renouvellent avec bonheur la vision que nous avions d'eux. Mais c'est aussi parce que, dans cette seconde génération des écrivains du xx^e siècle (la première étant celle de France, Barrès, Bourget), il semble que tous deux aient mieux que d'autres évité « des ans l'irréparable outrage ».

Pierre MEULARD.

(1) Denoël, 1971 ; 430 pages. Conseillons au lecteur, pour remédier à une composition trop morcelée, de lire à la suite tous les chapitres concernant « fait » et « problèmes religieux », puis « fait » et « problèmes internationaux », « fait » et « problèmes économiques et sociaux ».

(2) Les Sept Couleurs, 1971 ; 2 vol. de 360 pages, suivies de nombreux appendices reproduisant le texte de certains carnets de Proust.

LES LIVRES DU MOIS

Henri MICHEL, « Pétain, Laval, Darlan : Trois Politiques ? »
Editions Flammarion (Collection « Questions d'Histoire »),
180 pages.

Si ce petit livre sans prétention n'apporte aucune information qui ne soit déjà connue des curieux attentatifs de cette époque, il a cependant le mérite d'être clair et relativement objectif, surtout en ce qui concerne le rôle de Pierre Laval, ce qui n'est pas encore monnaie courante. Outre quelques petites erreurs dues plus à une mauvaise documentation qu'à un esprit partisan — tout au moins je l'espère — le principal reproche que je ferai à Monsieur Henri Michel est d'avoir voulu se placer entre la chèvre et le chou, c'est-à-dire faire entendre à chacun qu'il n'est pas de son bord tout en lui laissant croire, par ses commentaires, qu'il est de son côté. Si l'entreprise n'est pas tout à fait malhonnête, elle est cependant imprudente quand il s'agit d'un sujet qui, si il ne divise plus les Français autant qu'auparavant, a tout au moins dangereusement veillé au berceau du système et des mœurs politiques actuels.

Ne parlons pas des hommes : le futur donnera à chacun la place qu'il mérite.

Quelques jugements de l'auteur ont retenu mon attention. Je voudrais en citer deux exemples. Le premier concerne la politique de collaboration mal définie à Montoire et au sujet de laquelle Henri Michel écrit : « ce que signifie cette collaboration n'est pas autrement déterminé à ce moment, mais Laval va s'employer à donner un contenu à la formule ». C'est trop ou ce n'est pas assez. C'est trop pour les ignorants ou les oublieux de ces moments de guerre perdue, tous imprégnés d'une propagande qui ne vise qu'à calomnier depuis quelque vingt-cinq années les artisans du sauvetage de la France. Pour ceux-là, cette opinion signifie que Laval compte diriger la politique française de telle manière que le pays vaincu ne soit plus qu'une espèce de vassal de l'Allemagne. Mais par contre ce n'est pas suffisant pour ceux qui connaissent la signification que Pierre Laval donna à cette notion de collaboration. Ayant accepté le mot, il l'utilisera pendant les cinq dernières années de sa vie politique, comme un outil devant arrêter, voire briser, les exigences du vainqueur.

Un autre exemple de cette histoire écrite le cul assis

entre deux chaises concerne la devise de l'Etat français. « Le nouvel état, écrivait un confident de Pétain, René Gillouin, est national, autoritaire, hiérarchique, social. « Et c'est pourquoi au fronton des édifices publics, une nouvelle formule « Travail, Famille, Patrie » remplaçait désormais « Liberté, Egalité, Fraternité ». Cette formule a sans doute quelque chose de désuet et ne fait maintenant pas plus battre les cœurs que le pompiérisme poétique et patriotique d'un Déroulède ou Aragon. Mais que l'auteur l'interprète comme étant l'expression d'une espèce de fascisme larvé n'est pas très sérieux. En effet, lorsque le parlement élu par le Front Populaire de 1936, vota au Maréchal Pétain le pouvoir de donner aux Français une nouvelle constitution, il précisa dans ses motifs que « cette constitution (devrait) garantir les droits du Travail de la Famille et de la Patrie ». Il y aurait encore 3 ou 4 autres réserves de ce genre à faire.

Mais ceci étant dit, le petit ouvrage d'Henri Michel est une intéressante synthèse de la politique de l'Etat français. Il comble presque honnêtement les trous de mémoire.

Jean-Paul ROUDEAU

Pierre SERGENT, « Je ne regrette rien », Editions Fayard, 403 pages.

Par une de ces formules pimpantes de vieil habitué des salons, Arthur Meyer définissait la III^e République en disant qu'elle était née dans le sang pour sombrer dans la bêtise. Sous l'empire de la IV^e et de son bâtard teigneux, sang et bêtise vivent en bon voisinage : le livre de Pierre Sergent en est une preuve, si besoin était. « Je ne regrette rien » est, derrière celle des légionnaires parachutistes du I^{er} REP, l'histoire des pantalonnades de nos politiciens, tireurs habiles et cyniques des ficelles des pantins militaires.

Il y eut d'abord l'Indochine qui, après le départ des Japonais vaincus, est minée par la subversion communiste. Paris décide d'y rétablir la présence française. C'est là que nous voyons apparaître le I^{er} REP, ou plutôt le I^{er} Bataillon Etranger Parachutiste. Toujours dans les coups durs, cette légion de chevaliers choisit hardiment le combat de la France. Mais c'était ne pas compter sur les palinodies de nos gouvernements et l'indifférence peureuse ou égoïste des Français s'habituant sans scrupule à la fuite. Le sang versé fut inutile : les hautes raisons de l'intérêt national en avaient décidé ainsi.

Cette première expérience de la prostitution politique laissa un goût d'amertume chez chacun sans pour autant qu'il en tire un enseignement précis. Il fallut l'Algérie pour que les

Prétoriens se rendent enfin compte que leurs sacrifices ne servaient en réalité que les manœuvres de la subversion soviéto-américaine, agissant par l'intermédiaire de quelques charognards français qui avaient érigé le reniement en une doctrine. La révolte ne fut qu'un feu de paille : les chefs ne sûrent quoi faire de leur victoire. Vainqueur devant l'ennemi désigné, le 1^{er} REP est défait par l'administration française.

Mais le témoignage de Pierre Sergent est avant tout celui de la solidarité existant entre ces guerriers venus d'horizons différents, moins soucieux de leur tranquillité ou de leur vie que du bon accomplissement de la mission fixée, jusqu'au don de soi-même. Quelques figures sont dessinées plus précisément dans cette fresque peinte de sang et auréolée de gloire. Celle par exemple, quasi légendaire, du commandant Jeanpierre, stoïcien sans le savoir et qui sut inculquer à ses soldats le désintéressement de la mort. La silhouette du Père Delarue se dresse également d'une manière plus nette. Semblable à ces moines chevaliers du Moyen Age, il sait que l'on ne s'assied pas à la même table que les ennemis de Dieu.

Ce qui n'était jusqu'alors qu'un récit de gloire se termine en forme de tragédie. Il aurait suffi que ceux auxquels on avait confié le soin de défendre les dernières forteresses de notre Occident portassent en eux-mêmes autant de duplicité et de mensonges que les Tartuffe du bord de la Seine pour que tout rentrât dans l'ordre étriqué et corrompu qui semble désormais être le nôtre. Il n'en fut rien. Ces hommes habitués à se battre ne pouvaient accepter que l'on jouât impunément avec leur vie comme s'il s'agissait d'une tombola ou du tiercé. Dovecar, Hongrois évadé de la concentration communiste et le sous-lieutenant Degueldre ne voulurent pas entendre les philistins de Paris : ils furent donc assassinés par décision de justice. Après avoir eu ses tués, le 1^{er} REP avait ses martyrs.

Jean-Paul ROUDEAU

Pol VANDROMME, « Jean Anouilh : Un auteur et ses personnages », La Table Ronde, 250 pages.

Les analystes littéraires répugnent très souvent à écrire un ouvrage sur des auteurs encore vivants, préférant attendre la mort de leur sujet afin d'éviter les méprises ou les interprétations démenties par la suite. Ils laissent aux critiques, thermomètres périodiques de l'évolution des tendances, le soin de juger au jour le jour, se réservant quant eux le droit de suivre les cercueils et d'apprécier à leur manière une œuvre dont son auteur ne pourra plus contester le jugement. Pol Vandromme n'est pas patient, et il a bien raison. Il a

déjà consacré un ouvrage à Lucien Rebatet (1) : Il s'est bien sorti de cet exercice d'analyse de ce qui est connu tout en espérant toutefois que l'auteur des « Décombres » n'en restera pas là. Pol Vandromme s'attache maintenant à l'œuvre de Jean Anouilh, que je considère comme étant l'un des dramaturges les plus ambigus du théâtre contemporain.

« Chez Anouilh, ce qui importe d'abord, c'est le regard qui meuble la scène, qui place les acteurs comme il faut, qui règle le ballet des gestes, avec en sourdine des phrases d'accompagnement, un bruit de mots qui ressemble au bruit des pas sur la mousse ». Cette réflexion de Pol Vandromme me semble assez bien définir le dernier auteur dramatique français de la vieille école qui réussit à résister, sans ride, aux désagréments que connaît le théâtre traditionnel.

Je ne connais rien de plus incertain et contraire que l'œuvre de M. Anouilh, mariage habile du grinçant et du brillant dans lequel le noir et le rose se juxtaposent sans jamais jurer entre eux. La première impression de brouillamini, de composé à la va-vite, est toujours la mauvaise. On s'aperçoit très vite que l'aspect conventionnel de son théâtre n'existe que pour mieux faire tomber les masques. La tragédie larmoyante cède la place aux sarcasmes et ses pirouettes historiques, les superpositions permanentes du présent et du passé ne sont que des confessions, sous forme de refrains, sur les difficultés à vivre. La cicatrice des blessures est à peine refermée que les rires qu'Anouilh arrache, que certains pisse-vinaigre jugent grossiers, ressemblent encore à des sanglots.

L'auteur de « L'Alouette » est un magicien du verbe. Manieur habile du langage populaire, il transforma ce dernier en poésie familière et réussit à provoquer l'attention là où tant d'autres dramaturges ne comptent que sur les interprètes pour assurer le succès de leurs œuvres. L'œuvre de Jean Anouilh est un croisement entre le rêve et la réalité ; elle est le bonheur, c'est-à-dire la volonté d'être heureux, et la pauvreté. Disons simplement que la vérité est toujours au rendez-vous. « Une pièce rose est une pièce noire qui se rêve. Un songe de matin qui s'est formé au cœur de la nuit opaque ».

Jean-Paul ROUDEAU

François DUPRAT, « Les Mouvements d'Extrême-Droite en France, 1944 à 1971 », Editions Albatros.

L'un des responsables d'Ordre Nouveau et collaborateur de « Défense de l'Occident » présente la première étude d'ensemble de l'histoire de l'opposition nationale. Cette analyse commence par le cataclysme qui écrase et lamine l'extrême-

droite en 1944-45 ; elle se poursuit par la présentation des petits mouvements qui, malgré une répression impitoyable, reprirent le flambeau et recommencèrent la lutte.

Au fur et à mesure des années, on voit croître les organisations plus « modérées », s'efforçant d'obtenir une assise électorale, tandis que des militants tel que Binet, des intellectuels, et tout spécialement M. Bardèche et « Défense de l'Occident », relancent une famille idéologique que l'on avait déjà enterrée, c'est surtout la Guerre d'Algérie qui développe l'action des mouvements d'extrême-droite et l'on peut juger ainsi de l'impact du « nationalisme », au sens du patriotisme exacerbé, sur les militants nationaux. Là, dans une lutte sans merci pour le maintien de la souveraineté française, l'extrême-droite redevient une force politique capable de briguer le Pouvoir.

F. Duprat montre très clairement comment le gaullisme a réussi à détourner à son profit cette force et comment l'O.A.S., faute de temps et d'organisation, n'a pas réussi à bâtir une force apte à faire front contre un Régime rendu puissant autant par la personnalité de De Gaulle que par les forces néo-capitalistes qui le soutenaient à fond.

F. Duprat insiste ensuite sur la chance réelle qu'a représenté la candidature de J.-L. Tixier-Vignancour aux Elections Présidentielles de décembre 1965. Malgré les nombreuses erreurs commises à cette occasion il était apparu qu'il existait la base, tant électorale que militante, d'un grand parti d'opposition nationale. L'éclatement du comité Tixier a mis fin à une espérance, mais, comme le montre le livre, il peut très bien être possible de relancer une opération unitaire sur des bases plus sûres.

Les luttes universitaires et les événements de mai 68 sont particulièrement bien décrits par l'auteur, qui apporte du substantiel complément à l'un de ses ouvrages précédents « Les Journées de mai 1968 » (Nouvelles Editions Latines).

Le livre se termine sur la naissance d'Ordre Nouveau et sur le rapide développement de ce mouvement, qui apparaît de plus en plus comme le Parti Unifié de l'opposition Nationale.

L'ouvrage comporte en annexes une étude comparée et très fouillée des idéologies nationales et nationalistes, des documents sur l'implantation de certains mouvements nationaux, des résultats électoraux comparés, etc.

Un index des groupes, journaux et noms cités complète cette étude d'un intérêt soutenu et d'une lecture indispensable pour tous ceux qui veulent connaître l'histoire de notre famille politique.

Hector SERVADAC

F. DUPRAT, « L'Ascension du M.S.I. », Editions Les Sept Couleurs.

Au moment où le Mouvement Social Italien vient de remporter une nouvelle victoire électorale (avec 56 députés et 26 sénateurs), F. Duprat présente une histoire complète du M.S.I. Il étudie la fin de la République Sociale Italienne, les réseaux clandestins des F.A.R. et la naissance du M.S.I. Il analyse ensuite les autres groupes nationaux italiens (monarchistes et « Uomo Qualunque ») puis raconte comment le M.S.I. a réussi, dans l'Europe d'après-guerre, à maintenir un courant de pensée presque écrasé ailleurs. F. Duprat montre comment le M.S.I. a oscillé entre la tendance conservatrice de Michelini et la tendance révolutionnaire d'Almirante.

Après cette étude historique, l'auteur décrit les causes de la rapide ascension du M.S.I., comment le « Mai Rampant » italien et l'habile tactique d'Almirante ont assuré un développement prodigieux au Parti. Des études détaillées sur l'organisation du M.S.I., ses groupes annexes, ses militants et son électorat permettent de mieux connaître un mouvement qui est devenu le modèle admiré par tous les nationaux européens.

Livre à lire et à méditer pour ceux qui espèrent que la France aura bientôt l'équivalent du M.S.I.

Hector SERVADAC

Le livre « **Ordre Nouveau** » présente la première étude d'ensemble politique, suite à la disposition des membres de l'Opposition Nationale.

Il comporte :

- une analyse idéologique du Nationalisme
- l'histoire du Mouvement
- l'étude sociologique des adhérents et de l'implantation d'Ordre Nouveau
- l'analyse de la ligne politique suivie
- des propositions de gouvernements.

Un fort volume de 300 pages + 24 pages de photos 30 F
(frais d'envoi inclus)

écrire à : Mlle NICOLET, 66, rue du Théâtre, Paris (15^e)

CHRONIQUE DU CINÉMA

LES DEUX ROMES

(A propos de « *Fellini-Roma* », de F. Fellini)

Le cinéma italien se porte bien ; c'est peut-être signe que l'Italie, elle, se porte mal. Il paraîtrait qu'il y a une originalité de ce cinéma-là — comme un ton esthético-politique : on s'y « engage » beaucoup, et on soigne le travail. Cela donne par exemple « *Les Damnés* », de L. Visconti, où le phénomène national-socialiste se réduit à une sombre histoire de famille. « *Fellini-Roma* » ne traite pas autant du fascisme que « *Les Damnés* » traitait — ou prétendait traiter — du national-socialisme. Et F. Fellini est plus « esthète » et moins « politique » que L. Visconti. Mais rien de moins innocent, en vérité, que cet esthétisme, et rien de plus opposé à la culture — et au fascisme — que le point de vue de l'esthète décadent, qui à force d'aimer le beau finit par ne chercher que le laid. Et c'est le laid, et le monstrueux, même, qui s'étalent uniment dans ce film, sans que l'alternance des images de la Rome d'avant-guerre et de la Rome d'aujourd'hui y apporte la moindre variété.

Fellini ne voit Rome qu'en Louve, et jamais donc en vrai, car Rome, la vraie, ce n'est pas une louve, la Louve, c'est un aigle, l'Aigle : de la Louve à l'Aigle, c'est, plus encore que les ailes, la tête, dans la Louve, c'est, beaucoup plus que la tête, les mamelles. A téter. L'Aigle, c'est la *Ville*, en qualité. La Louve, c'est la ville, en quantité. L'Aigle, c'est l'un, la Louve, c'est le multiple : elle a assez de mamelles pour en nourrir plus d'un, assez pour être nourrice de bien plus que des seuls Romulus et Remus. Mais, pour que naisse le Chef, il en est encore un de trop. Un seul Empire. Un seul Chef. L'Aigle, c'est

l'emblème. Plusieurs chefs. Plusieurs tribus. Une seule cheftaine. La Louve, c'est le totem. En Remus, Romulus sacrifie la Louve : le louveteau, matricide, s'est fait louvetier.

Il y a une Rome mâle et une Rome femelle, qui se succèdent et s'ignorent, ou se côtoient pour s'unir. L'enlèvement des sabinnes résume la Rome mâle, qui est aussi celle, impériale déjà, de César — tout viril, jusque dans l'homosexualité. Les Césars de la décadence règnent sur la Rome femelle, et sur eux les Agrippine, Poppée et autres Messaline. Pour Fellini, Rome est toujours femelle, Louve à n'en plus pouvoir, géant luxanar où déambulent pesamment les chairs de la *Virago*. *Virgo* contre *Virago*. Il y a les Vestales, et il y a les Lupercales. La *Virgo*, ou la femme niée pour affirmer l'homme. La *Virago*, ou l'hommage non à l'homme mais à la femme, hommage à l'hommasse. La matrone classique a vite fait de tourner en « *mamma* », mais le fascisme consiste en ceci précisément qu'il rétablit au sommet le principe viril, et renvoie à ses sordides quartiers le monstre mammifère.

« *Fellini-Roma* » ne nous offre pas deux images de Rome, qui symboliseraient deux de ses temps — la Rome mussolinienne ne s'y distingue pas vraiment de la Rome des années 70. Si en Fellini l'esthète raffiné semble parfois préférer le passé, c'est par un nostalgisme qui lui fait avilir — c'est-à-dire, pour lui, embellir — la réalité d'avant-guerre : pensez donc, en ce temps-là, il y avait un music-hall on ne peut plus « kitsch », et des bordels comme on n'en fait plus, avec ascenseurs et tout... En ce temps-là, il y avait le Duce, et le Duce, c'était de nouveau Rome.

Mussolini avait tué la grasse Louve (il faut se débarrasser d'une nourrice qui jamais ne tarirait), mais non certes sans avoir eu pour elle quelque juvénile faiblesse : le fascisme est passé par le socialisme. Rome naît en Louve, et s'accomplit en Aigle. Pour être Aigle un jour, il faut boire à la Louve. Il faut prendre du poil — ou du lait — de la Bête : au commencement de l'admirable éducation fasciste, il y a l'enfant de la louve. L'Aiglon ne donne pas toujours l'Aigle : avant d'être roi de Rome,

le petit Napoléon aurait peut-être dû passer par Bonaparte. Et de temps en temps il faut reprendre du lait de la Louve. Aux débuts de Rome, il y a aussi la rigueur de Romulus, et la mort donnée par lui à Remus, qui franchit sauvagement le *pomerium*. Mais l'Empire de Rome naît de l'acte barbare de César, qui franchit le Rubicon. Pour vaincre, il faut être supérieur, mais presque égal aussi, dans le même temps. César en Gaule, c'est c'est l'Aigle contre le coq. A planer, César trébuche ; alors, il fait donner la louve, qui est là, comme en réserve, étrangère parmi les aigles, et la louve — ou le loup — égorgera la basse-cour des gaules. Et César aura vaincu.

Marcher sur Rome, c'était d'abord la piétiner. Piétiner une Rome, pour en retrouver une autre, l'Autre, pour retrouver Rome, qui aime Rome marche sur Rome. Et puis la marche sur Rome il faut la comprendre aussi comme une prière, un chant martial — l'hymne à Rome — comme un pèlerinage, comme une croisade. Fellini n'est pas de ceux qui marchent *droit*, il préfère tourner encore et toujours autour d'une Rome fétichisée par la démocratie, et danser sur ses ruines. La seule approche qu'il en ait, c'est la ronde, le cirque et la circulation. Touriste dans une ville qu'on visite mais qu'on n'imite plus — comme s'il était loin le temps où l'Europe se mettait à l'école du fascisme.

Il y a deux Romes. Deux Italies. Le pire et le meilleur. Le pire, c'est l'Italie de la mafia, l'Italie des paparazzis, des tifosi et de leur Giro et de leur Calcio — autour du ballon rond s'entretient un culte infiniment primaire que rien des qualités de la primitivité ne rachète (ainsi, rien de la beauté sauvage des corridas) — l'Italie des pizzas et des macaronis, où le rouge n'est pas sang, ni pourpre impériale, mais, irrésistiblement, tomate, de cette sauce qui la baigne et la noie. Le meilleur, c'est la jeunesse du Mouvement Social Italien, qui est celle de l'Italie vraie. C'est son Chef, Giorgio Almirante, et son combat pour la Reconquête. Le M.S.I., c'est, contre le « rital », le légionnaire. Le M.S.I., c'est, contre la Louve, l'Aigle.

Serge THOMAS.

L'Affaire Freda

Nous lisons dans Le Courrier du Continent qui vient de paraître à Lausanne sous la direction de G. Amaudruz l'information suivante que nous reproduisons pour nos lecteurs.

Une affaire à suivre, parce qu'elle touche au principe même de la liberté d'opinion et qu'elle semble montrer des voies nouvelles de répression judiciaire qui, si elles faisaient école, établiraient l'inquisition au profit de la ploutocratie.

Le Dr Freda dirige une maison d'éditions à Padoue. Le catalogue des « Edizioni di Ar », que nous avons sous les yeux, comportent les titres suivants, qui en disent long sur l'audace idéologique du Dr Freda :

A. de Gobineau, « Saggio sull'ineguaglianza delle razze umane ».

H.F.K. Günther « Religiosità indoeuropea », « Humanitas ».

A. Romualdi, « Nietzsche », « La disintegrazione del sistema ».

J. Evola, « La dottrina ariana di Lotta e vittoria ».

C.Z. Codreanu, « Diario del carcere ».

« L'idea di Stato ».

« Gerarchie e democrazia ».

J. Evola, « I saggi della Nuova Antologia », « I saggi di Bilychnis ».

Bardèche-Duprat-Rassinier, « L'aggressione sionista »

A. Hitler, la « La battaglia di Berlino ».

« Il nemico de l'uomo ».

« I protocolli dei Savi Anziani di Sion ».

G. Meyrink, « La faccia verde ».

H. Ford, « L'ebreo internazionale ».

H. Coston, « L'alta finanza e le rivoluzioni ».

Le 9 avril 1971, il est arrêté sur ordre du juge Stiz de Trévise et inculpé d'avoir organisé et dirigé une association ayant le but de subvertir violemment l'ordre politique, social et économique de l'Etat italien, en particulier par *des écrits et des publications* révolutionnaires.

Notre correspondant G.S. relève très justement ici « La contradiction entre « violemment » et « publications », car, ici, il n'est pas encore question d'armes, ni d'action matérielle, mais seulement de livres, donc de légitime activité idéologique ».

Le 30 juin de la année, autre mandat d'arrestation du même juge avec ces griefs : a) avoir organisé une association ayant les mêmes buts que le parti fasciste, exaltant le régime « nazi », dénigrant la démocratie, déployant une propagande raciste et antijuive ; b) avoir, en 1966, donc cinq ans plus tôt, instigué, par l'envoi de 2.000 imprimés autant d'officiers de l'armée italienne à réaliser un coup d'Etat en s'emparant du pouvoir par la force.

« Avec quoi, fait observer G.S., on est en plein vaudeville, car l'histoire moderne n'offre pas d'exemple de complot ou de « coup d'Etat » réalisé *par correspondance*. L'idée de Freda paraît donc n'être que l'étourderie naïve d'un jeune homme trop érveur. D'ailleurs, les 2.000 officiers n'ayant pas bougé, la magistrature n'a rien fait entre 1966 et 1971. A remarquer aussi l'abus du mot « instigué », car l'instigation implique la contrainte avec menace matérielle, tandis qu'il s'agit ici d'une simple exhortation écrite. Mais le juge Stiz n'a pas la coutume de relever les nuances... »

c) avoir écrit, édité, diffusé l'ouvrage « la désintégration du système » où l'auteur Ipréconise le renversement violent de l'Etat démocratiques et son remplacement par un « Etat populaire ».

Dr Freda, selon la loi, est remis en liberté provisoire le 13 juillet 71.

Mais le 11 novembre, on découvre un dépôt d'armes chez un socialiste à Castelfranco Veneto, lequel déclare que les armes appartiennent à un nommé Ventura, mais que le chef de la cellule est... Dr Freda ! D'où nouvelle arrestation le 22 décembre 1971 pour « cellule subversive armée ». Début mars 1972, nouveau mandat d'arrêt sous l'inculpation d'attentats à la bombe. Il s'agit de la même affaire que l'arrestation de notre ami Pino Rauti, lequel, par chance, put faire valoir un alibi irréfutable.

Depuis ce moment, l'instruction traîne, on notifie au Dr Freda constamment de nouveaux griefs (complicité dans l'assassinat présumé d'un concierge, tombé dans l'escalier de sa maison !).

De toute évidence, le juge cherche n'importe quel prétexte pour prolonger à perte de vue la détention préventive. L'avocat de la défense, qui cherche à obtenir l'ouverture du procès, se heurte à une obstruction systématique.

Entre temps, les amis du Dr Freda s'organisent. Ils ont fondé un comité pour sa libération afin de renseigner l'opinion sur les manœuvres évidemment dilatoires du juge d'instruction qui accumule les accusations criminelles les plus fantaisistes pour faire durer la détention et retarder l'ouverture du procès.

Comme pour Pino Rauti, le juge essaie d'amalgamer une cause strictement idéologique à des prétendues activités terroristes, tout cela sur la base chancelante du témoignage d'un militant marxiste.

Cet amalgame étant voué à l'échec faute de preuves, nous allons au-devant d'un procès dont l'importance n'échappera à personne : le tribunal devra se prononcer sur les griefs idéologiques mentionnés plus haut. Il devra donc décider si la liberté d'opinion existe ou non.

De toute façon, nous reviendrons sur une affaire qui, déjà, jette un jour très sombre sur l'esprit de l'actuelle « justice » italienne.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imp. H. DEVE et C^{ie}, Evreux - N° d'Imprimeur : 1067

NOUVELLE ECOLE

critique et synthèse des idées contemporaines
revue bimestrielle

rédacteur en chef : Alain de BENOIST

LA PREMIERE REVUE METAPOLITIQUE ANTIMARXISTE

**« une civilisation meurt de
la mort de ses instincts »**
Paul VALERY

- NOUVELLE ECOLE dénonce la pire des pollutions : la pollution des esprits. Les causes du malaise de notre civilisation ne sont pas seulement politiques. Elles sont aussi « métapolitiques ». En d'autres termes, il existe, à côté du pouvoir politique, un pouvoir culturel de plus en plus puissant et omniprésent. Allons-nous l'abandonner aux idéologues de la « révolution culturelle » ?
- NOUVELLE ECOLE dénonce le sophisme des idéologies marxistes et égalitaires. Ces idéologies nient des lois naturelles immuables, contestent les valeurs fondamentales de la civilisation occidentale trois fois millénaire, et découragent la raison au nom du principe : tout égale tout.
- Contre les utopies, il faut organiser la riposte de l'intelligence. Apporter des éléments de réponse dans tous les domaines : philosophie, biologie, économie, archéologie, art, histoire, etc. Il faut défendre l'héritage et revenir aux sources de l'Occident.

bref ... il faut lire NOUVELLE ECOLE

abonnement d'un an (six numéros) : 50 F

Spécimen gratuit sur demande

NOUVELLE ECOLE, B.P. 129 - 75326 - PARIS-CEDEX 07

Vient de Paraître

LES SEPT COULEURS, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Julius EVOLA

**Les hommes
au milieu
des ruines**

Le célèbre essai politique du grand philosophe italien, présenté pour la première fois au public français.

Un volume in-8° carré de 256 pages

Prix : 22,50 F HT

Vient de paraître

François DUPRAT

L'ASCENSION DU M. S. I.

Movimento Sociale Italiano

Une étude très complète sur le M.S.I.

par le meilleur spécialiste de l'extrême-droite italienne

un volume in-8° couronne 180 pages 15 F H.T.

Les Sept Couleurs, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

SUR DEMANDE A DEFENSE DE L'OCCIDENT,

13 rue des Montibœufs, Paris (20^e)

Les numéros spéciaux de « Défense de l'Occident » :

L'Épuration (1957) : nos 39-40 de notre 1^{re} série

L'Heure des paysans (1963) n° 34 de notre 2^e série

La Jeunesse (1964) : nos 39-40 de notre 2^e série

Drames et problèmes de l'Afrique (1965) : nos 53-54 de notre 2^e série

Où mène le gaullisme (1967) : nos 59-60 de notre 2^e série

L'Aggression israélienne et les conséquences (1967) : n° 64 de notre 2^e série

Les Nouveaux communistes (1968) : n° 68 de notre 2^e série

Le Rideau de fer bouge (1968) : n° 72 de notre 2^e série

La Comédie de la révolution (1968) : n° 73 de notre 2^e série

Les Fascismes inconnus (1969) : n° 81 de notre 2^e série

Le Fascisme dans le monde (1970) : nos 91-92 de notre 2^e série

Prix du numéro : F 9,00
